HAL open science

Latino power ? L'accès au politique des Latinos aux Etats-Unis

Emmanuelle Le Texier

▶ To cite this version:

Emmanuelle Le Texier. Latino power ? L'accès au politique des Latinos aux Etats-Unis. Les Études du CERI, 2003, 94, pp.1-34. hal-03462326

HAL Id: hal-03462326

https://sciencespo.hal.science/hal-03462326

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Les Études du CERI
N° 94 - mai 2003

Latino power ?

L'accès au politique des Latinos aux Etats-Unis

Emmanuelle Le Texier

Centre d'études et de recherches internationales
Sciences Po

Emanuelle Le Texier

Latino power ?
L'accès au politique des Latinos aux Etats-Unis

Résumé

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, la visibilité nouvelle des Latinos en politique a fait parler du réveil d'un « géant endormi ». Le changement qualitatif de leur prise de parole politique, qu'il s'agisse des mobilisations contestataires durant les mouvements pour les droits civiques ou de la participation au système électoral, marque un tournant de l'intégration des Hispaniques dans la sphère publique américaine. Avec un nombre croissant d'électeurs, de candidats et d'élus, les Latinos sont sortis de l'ombre. Le rôle de plus en plus influent de groupes d'intérêt panethniques et les nouvelles opportunités de participation politique créées par le développement de stratégies transnationales contribuent à l'élaboration de ce nouveau cadre participatif. Pourtant, leur poids électoral et politique reste en deçà de l'importance démographique, économique, sociale et culturelle de ces quelque 35 millions d'individus qui forment plus de 12 % de la population américaine. Pour la majorité des minorités, les obstacles à l'accès au politique restent importants. Ils sont d'ordre structurel, mais aussi internes au groupe : aux divisions sur enjeux domestiques ou extérieurs, s'ajoutent des fragmentations selon l'origine nationale, le statut ou la génération. La nature singulière de l'immigration en provenance d'Amérique Latine, la continuité des flux migratoires et leur diversité, ravivent en permanence les divergences sur la stratégie de participation des Latinos au débat public. Elles mettent aussi en lumière le caractère fictif, à la fois fonctionnel et dysfonctionnel, de la catégorisation ethnique aux Etats-Unis. Instrument de participation, le carcan ethnique peut aussi s'avérer être un obstacle majeur à l'entrée en politique des minorités.

Latino Power?
Political Access for Latinos in the United States

Abstract

Since the early nineteen-eighties, the new political visibility of Latinos has been referred to as the awakening of a “sleeping giant.” Their increased political expression, be it in the form of protest action during civil rights movements or electoral participation, marks a turning point in the integration of Hispanics in the American public sphere. With a growing number of voters, candidates and elected officials, Latinos have emerged on the political scene. The increasingly influential role of pan-ethnic interest groups and new opportunities for political participation created by the development of transnational networks have contributed to the elaboration of this new participative framework. Yet their electoral and political influence remains below the demographic, economic, social and cultural importance of these some 35 million individuals who make up over 12 percent of the U.S. population. Most of the minority groups still encounter major obstacles to political access. These are partly structural, but also internal to the group: not only is it divided over domestic or foreign issues, it is fragmented by national origin, status and generation. The singular nature of immigration from Latin America, the continuity of migratory flows and their diversity, all constantly rekindle divergences over what strategy Latinos should adopt for participating in the public debate. They also highlight the fictional, both functional and dysfunction, nature of ethnic categorization in the United States. The ethnic card may be an instrument of participation, but it can also prove to seriously fetter minorities’ entry into politics.

Latino power ?
L'accès au politique des Latinos aux Etats-Unis

Emmanuelle Le Texier[1]

Selon le recensement effectué en 2000, les « Latinos » représentent plus de 12 % de la population américaine totale. Ils sont 35,3 millions, soit 60 % de plus qu'il y a dix ans, et sont devenus la première minorité des Etats-Unis devant les Afro-Américains. Ces chiffres ne déterminent pas uniquement des enjeux démographiques. Les données du recensement servent à une redéfinition de l'allocation des ressources, des politiques publiques, en particulier en matière d'immigration, de santé et d'éducation, et à un nouveau découpage des districts électoraux. Les Latinos sont désormais un acteur incontournable de la société américaine : ils constituent un marché potentiel recherché par les entreprises, et un électorat courtisé par les partis politiques. Les élections du 5 novembre 2002 ont d'ailleurs confirmé leur avancée électorale aux Etats-Unis. Sánchez est devenu un nom courant dans la vie politique américaine, en témoignent Tony et John Sánchez, respectivement candidats malheureux à l'élection de gouverneur du Texas et du Nouveau Mexique, Kathy Sánchez, qui a perdu le poste de lieutenant gouverneur au Nouveau Mexique, Stephanie Sánchez (Connecticut) et les sœurs Linda et Loretta Sánchez, qui ont elles remporté des sièges au Congrès. Au-delà de l'anecdote, les résultats des élections 2002 ont souligné le poids croissant des Latinos dans la politique électorale américaine. En 1998 déjà, un chiffre record d'élus hispaniques au plan fédéral (vingt-cinq députés et neuf sénateurs au Congrès) et une participation électorale inégalée des électeurs hispaniques (représentant 13 % de l'électorat total contre 9 % en 1994)[2] avaient marqué les élections.

Lors des présidentielles de 1996, l'électorat des Latinos a constitué un soutien

---

[1] IEP Paris, actuellement *Joint Fellow* au Center for Comparative Immigration Studies, Center for US-Mexico Studies, université de Californie, San Diego.

[2] Voir R. De La Garza, L. Desipio (ed.) : *Ethnic Ironies. Latino Politics in the 1992 Elections*, Westview Press, 1996 ; L. Desipio, *Counting on the Latino Vote. Latinos as a New Electorate*, Charlottesville, University of Virginia Press, 1996 ; et R. De La Garza, L. Desipio (et al.), *Latino Voices. Mexican, Puerto Rican and Cuban Perspectives on American Politics*, Boulder, Westview Press, 1992.

fondamental à la victoire des démocrates et de Bill Clinton dans plusieurs Etats clefs, en Californie notamment. Cette montée en puissance s'est confirmée lors des élections présidentielles de 2000 puis des échéances de 2002, deux moments qui ont alimenté les commentaires médiatiques sur le réveil politique du « géant endormi ».

Pourtant les opportunités d'accès au politique des Latinos aux Etats-Unis restent limitées par des obstacles conjoncturels et structurels. D'une part, leur émergence en politique se réalise dans un contexte défavorable à l'immigration en provenance d'Amérique latine. Depuis les années quatre-vingt-dix, les Etats-Unis ont adopté une position restrictive face aux flux migratoires d'origine mexicaine en particulier. La militarisation de la frontière avec le Mexique et le durcissement des législations fédérales relatives à l'immigration ont voulu répondre à la peur d'une « invasion » des Etats-Unis par le Sud. En outre, depuis les attentats du 11 septembre 2001, l'administration du président Bush a développé une approche sécuritaire de l'immigration dont les retombées touchent tant la population d'immigrés sans papiers que l'immigration légale. D'un point de vue structurel, d'autre part, le pouvoir politique des Latinos provient des opportunités créées par les découpages électoraux, par les stratégies panethniques de groupes d'intérêt communautaires ou par les nouvelles perspectives transnationales. Toutefois, le « Latino power » est limité par la diversité interne au groupe et par la fermeture du système politique américain aux minorités. Cette *Etude* présente à grands traits un panorama des avancées électorales et politiques des Latinos depuis les années quatre-vingt-dix, en soulignant les ouvertures et les obstacles de l'accès au politique des principales minorités aux Etats-Unis.

LES LATINOS AUX ETATS-UNIS : NAISSANCE D'UNE CATEGORIE

Le recensement de 2000 : les Latinos, première minorité aux Etats-Unis

L'introduction de la catégorie « Hispanique/Latino » dans le questionnaire du recensement aux Etats-Unis a contribué à la prise de conscience de l'explosion démographique de cette population et de son influence économique et culturelle. Son accroissement numérique est le résultat d'une politique contradictoire d'ouverture et de fermeture à l'immigration en provenance d'Amérique latine. Les amendements à l'*Immigration and Nationality Act* de 1965 ont profondément transformé la nature de l'immigration. La fin des quotas raciaux a provoqué une augmentation substantielle de l'affluence des Latinos, par le biais de la réunification familiale en particulier. En 1986, l'IRCA – *Immigration Reform and Control Act* – a régularisé 2,67 millions de sans-papiers, des Cubains et des Haïtiens, et en majorité des travailleurs agricoles mexicains. Dans cette période d'ouverture relative, l'*Immigration Act* de 1990 a fait des Latinos le plus grand quota d'immigrés entrant aux Etats-Unis chaque année. Pourtant, alors qu'en 1995 Bill Clinton avait négocié un quota annuel de 20 000 migrants avec Cuba, en 1996 les lois relatives à l'asile et aux procédures de rétention et d'expulsion ont été modifiées. Très strictes, elles ont permis la détention des sans-papiers pendant plusieurs mois et

l'expulsion immédiate sans jugement. Ces mesures ont durci les sanctions et les peines contre eux, leurs passeurs et leurs employeurs. Paradoxalement, une année plus tard, une amnistie régularisa le statut de près de 400 000 Centraméricains.

Au milieu des années quatre-vingt-dix, cette fermeture en matière d'immigration a succédé à l'ouverture relative du passé pour des raisons de sécurité intérieure et extérieure. Au plan domestique, plusieurs débats ont ravivé la peur d'une « invasion mexicaine »[3] des Etats du sud-ouest des Etats-Unis et d'une « balkanisation » de la culture américaine. En Californie, où près d'un tiers de la population est d'origine hispanique, la Proposition 187 votée par référendum en 1994 a tenté d'abolir provisoirement toute forme d'aide sociale aux sans-papiers. Les vives discussions parlementaires sur l'éducation bilingue en Arizona, au Nouveau Mexique, au Texas ou en Californie ont souligné les tensions entre positions libérales et restrictives sur l'immigration, illégale et légale. Les Latinos ont éprouvé de plus en plus de difficultés à obtenir visas de travail ou autorisations de réunification familiale. Du point de vue de la sécurité extérieure, la fermeture des frontières s'est renforcée après les attentats et le passage du *Patriot Act*, mais depuis 1994 et la construction de murs à différents points de la frontière entre Etats-Unis et Mexique, la traversée de la frontière était devenue extrêmement dangereuse et ardue. En effet, après neuf ans de fonctionnement des opérations *Gatekeeper* en Californie, *Hold the Line* au Texas et *Safe Guard* en Arizona, on a dénombré plus de 2 200 personnes mortes en tentant de passer « de l'autre côté ». La militarisation de la frontière mexico-américaine a en effet provoqué un déplacement des flux d'immigrés vers les Etats du Texas et d'Arizona, zones désertiques où les candidats malheureux au rêve américain périssent de déshydratation ou d'insolation[4]. La fermeture a atteint son apogée avec la politique sécuritaire adoptée après le 11 septembre. Le gouvernement américain a systématisé les expulsions de sans-papiers à la frontière et les mesures dissuasives à la traversée (les Mexicains forment le deuxième groupe ayant subi le plus grand nombre d'arrestations après les attentats). Face à la lutte contre le terrorisme, le Mexique s'est trouvé contraint de reporter *sine die* la négociation d'accords concernant l'amnistie et les travailleurs temporaires, priorités de l'agenda bilatéral avant les attentats.

Les aléas des politiques migratoires ont des répercussions directes sur l'immigration illégale et légale en provenance d'Amérique latine. Pourtant, la fermeture des frontières n'a entamé ni l'explosion numérique des Latinos due autant à la première qu'à la seconde génération, ni leur diversité. Première minorité des Etats-Unis représentant plus de 35 millions de personnes soit 12,2 % de la population totale, les Latinos forment en effet un groupe très diversifié. Le recensement qui permet d'en évaluer les grandes composantes selon l'origine nationale indique que les personnes d'origine mexicaine, soit plus de 20,6 millions d'individus, représentent 58,5 % des Latinos. Ils devancent de loin les deux autres grandes entités : les Portoricains (9,6 %) et les Cubains (3,5 %). La diversité du groupe est réelle en termes de répartition géographique : traditionnellement les Latinos sont très nombreux dans les Etats du Sud-Ouest américain, alors qu'ils sont

---

[3] On trouve couramment l'expression « brown invasion » dans la presse.

[4] Entretien avec un officier de patrouille frontalière, 7 novembre 2002, San Diego. Voir J. Nevins, *Operation Gatekeeper. The Rise of the « Illegal Alien » and the Making of the US–Mexico Boundary*, New York, Routledge, 2002, et E. le Texier, « Huelga de hambre en la frontera », dans *La Prensa-San Diego*, 13 décembre 2002.

moins de 5 % dans les Etats du centre des Etats-Unis. Ils représentent par exemple 19,7 % de la population au Nevada, 25,3 % en Arizona, 32 % au Texas, 32,4 % en Californie et 42,1 % au Nouveau Mexique ! Mais ils forment aussi plus de 12 % de la population en Illinois (26 % des habitants de la ville de Chicago), 15,1 % des habitants de l'Etat de New York et 16,8 % de ceux de Floride. De nouvelles destinations de l'immigration mexicaine en particulier, comme la Géorgie, la Caroline du Nord, ou l'Iowa, montrent la transformation et l'extension de la mobilité des Latinos aux Etats-Unis. Enfin, si la population d'origine mexicaine, leur première composante, représente plus de 74 % des Latinos de la région Ouest des Etats-Unis, plus de 70 % de la région du Midwest et plus de 56 % de la région Sud, elle commence à concurrencer numériquement les Portoricains et les Dominicains à New York, ou les Cubains à Miami. D'ailleurs, les médias usent de plus en plus des termes « Latinos » et « Mexicains » de manière indifférenciée. Cette tendance à l'homogénéisation témoigne du caractère construit d'une catégorie ethnique relativement récente.

Hispanique, Latino, Chicano... Qui suis-je ? La création d'un label ethnique

Alors que le recensement use indifféremment des termes « Latino » et « Hispanique », ceux-ci possèdent néanmoins une histoire divergente. La création d'un label ethnique pour définir un groupe d'individus part de l'hypothèse de l'existence de caractéristiques similaires essentielles aux différents sous-groupes qui le composent. Quels que soient leur origine nationale (cubaine, portoricaine, guatémaltèque, chilienne,...), leur génération ou leur lieu de naissance, les Latinos partageraient un héritage culturel commun : la langue espagnole, la religion catholique, l'expérience coloniale. Cet héritage suffirait à uniformiser un ensemble qui se caractérise pourtant par de nombreuses différences. Du point de vue linguistique par exemple, les Latinos forment un groupe hispanophone mais aussi anglophone, du fait de l'immigration en provenance des Caraïbes anglophones et de la perte graduelle de la langue espagnole chez les deuxième ou troisième générations. En outre, la religion catholique n'est pas leur unique pratique religieuse : on en compte de plus en plus qui sont protestants, évangélistes ou témoins de Jehovah. Enfin, ils se scindent selon plusieurs catégorisations raciales : ils sont noirs (les Dominicains), amérindiens (les Indiens d'origine hispano-américaine), asiatiques (les Philippins), blancs, ou multiraciaux. Ces distinctions symbolisent les différences de nature entre les flux d'immigration, en termes de génération, d'origine nationale, mais aussi de niveau d'éducation, de revenus, ou de catégorie socioprofessionnelle. Toutefois, l'extension de l'usage des qualificatifs « Latinos » et « Hispaniques » dans le discours publique et dans le recensement américain répond à la nécessité d'appréhender cette diversité, tant d'un point de vue sémantique que politique. Ces termes, entre autres appellations, résultent d'un processus de construction sociale par différents acteurs. Les labels ethniques sont utilisés par des groupes particuliers en fonction de la valeur politique et sociale attribuée à chacun d'eux dans des contextes spécifiques, car la catégorisation est directement liée à l'enjeu de distribution des ressources et des opportunités.

Le premier élément d'importance est que les Latinos ou Hispaniques ne sont pas

considérés comme une « race » au regard des cinq catégories ratifiées en 1997[5] dans le recensement. Ils forment une catégorie ethnique, regroupant tous ceux qui s'identifient dans un des groupes listés par le questionnaire : « Mexicain », « Portoricain » ou « Cubain », ou encore « d'origine espagnole », « hispanique » ou « latino ». Le second est l'usage indifférencié des deux étiquettes dans le recensement, en dépit d'une histoire sémantique divergente. Le terme « Hispanique » est avant tout une catégorie administrativement construite. Dès la fin du XIXe siècle, on a débattu au sujet de la catégorisation des Mexicains aux Etats-Unis. De 1850 à 1870, puis en 1890 et 1910, le terme « *Mulatto* » désignait les Mexicains intégrés *de facto* aux Etats-Unis après la guerre de 1848 et l'annexion de près de la moitié du territoire mexicain. En 1930, une nouvelle catégorie raciale, « *Mexicain* », vit le jour : les Mexicains, considérés comme une population mixte, indigène et espagnole, furent alors classifiés à part[6]. Par la suite, ils furent, comme tous les autres « Latinos », toujours classés dans la catégorie raciale des Blancs. Les aléas du label visant à définir les Mexicains marquèrent également l'introduction de la catégorie « Hispanique ». En 1970, sous la présidence de Nixon, fut inaugurée la semaine de l'héritage hispanique et introduite la question sur l'origine hispanique dans la version longue du recensement, distribuée à 5 % de la population[7]. La création d'une catégorie transversale non raciale témoignait de l'intérêt du gouvernement américain à mieux appréhender cette population et sa diversité croissante. Après une réforme adoptée en 1977 par l'*Office of Management and Budget*, la Directive 15 entra en vigueur et plaça la question sur l'origine hispanique dans le formulaire court envoyé à l'ensemble de la population en 1980. Mais ce terme fut intégré au même emplacement que les catégories raciales. A partir de 1990, la catégorie « Hispanique/Latino » devint une question à part, posée après celle concernant les races. Les confusions restèrent fortes pour les intéressés. En 2000, elle fut placée avant les questions sur les races. Les réponses au recensement indiquent toujours une difficulté à s'autodéfinir dans des catégories élaborées administrativement[8].

Au contraire de l'élaboration administrative du label « Hispanique », la catégorie

---

[5] Blancs, Noirs ou Afro-Américains, Amérindiens ou natifs d'Alaska, Asiatiques, natifs de Hawaii ou d'autres îles du Pacifique. *Office of Management and Budget*, U.S. Census Bureau, 2001.

[6] « Mexicans – practically all Mexican laborers are of a racial mixture difficult to classify, though usually well recognized in the localities where they are found. In order to obtain separate figures for this racial group, it has been decided that all persons born in Mexico, or having parents born in Mexico, who are definitely not white, Negro, Indian, Chinese, or Japanes, should be return as Mexican ("Mex") », U.S. Census Bureau, 1930.

[7] « The designation of "Hispanic" was not in common usage prior to its adoption by the Bureau of the Census in the early 1970s, yet its government-wide use as a referent for heterogeneous populations has bolstered the growth of Hispanic/Latino identity », dans P. Skerry, *Counting on the Census ? Race, Group Identity, and the Evasion of Politics*, Washington D.C., Brookings Institution Press, 2000, p. 31.

[8] « In 1973, the U.S. Department of Health, Education and Welfare adopted the term Hispanic as part of the recommendations of the Task Force on Race/Ethnic categories. The operationnalization of the term Hispanic was to be applied to persons whose descent is tied to Spain or Spanish-speaking Latin American countries including the Caribbean. (...) As long as governmental agencies, political leaders, and the mass media perpetuated the idea of a Latino community, Latino was introduced to designate a more "indigenous" label », dans A. Aoki, K. Haynie, A. McCulloh, J. Schultz (ed.), « Hispanic Americans and native Americans », *Encyclopedia of Minorities in American Politics,* Vol. 2, Phoenix (AZ), Oryx Press, 2000, pp. 401-402.

« Latino » résulte d'une construction sociale réalisée par les organisations communautaires issues des mouvements de droits civils des années soixante[9]. Le *Latinismo,* phénomène politique, a affirmé la nécessité de fonder une identité de groupe pour réduire des désavantages subis dans la société américaine. L'usage du terme « Latino » se définit comme étant de type situationnel et sociopolitique, tout comme celui de « Chicano », employé de manière militante. A partir des années soixante et soixante-dix, l'emploi de « Chicano » a symbolisé, pour les deuxième ou troisième générations d'Américains d'origine mexicaine, la revendication de droits politiques et culturels. Ainsi Richard King expliquait-il à Santa Barbara, lors du congrès du syndicat étudiant MeChA (*Movimiento de Estudiantes Chicanos en Aztlán*) : « *choosing a name (...) is an act of profound personal, social, and political significance. It is a way of rejecting an imposed role or identity and making a claim on a new one*[10] ». Ce terme, né des mouvements de droits civils, reste le label d'organisations communautaires ancrées dans les barrios mexicains des villes américaines.

Le rôle des élites et des mobilisations collectives dans la configuration, la formation et la diffusion des termes « Latino » et « Hispanique » a été primordial. L'application de la catégorie « Hispanique » à des millions d'individus, indépendamment de leur diversité, provient de l'usage croissant du terme par les médias, les agences gouvernementales et le Bureau de recensement, alors que celle de « Latino » répond plutôt aux stratégies des organisations communautaires. Dans les deux cas, ces étiquettes correspondent à des enjeux électoraux et de politiques publiques. Le vote latino est en effet de plus en plus courtisé lors des campagnes électorales depuis les années quatre-vingt-dix. Mais l'électorat latino, certes numériquement croissant, est loin d'être homogène.

LE POIDS ELECTORAL DES LATINOS AUX ETATS-UNIS

Les élections de 2002 ont-elles témoigné d'une réelle montée en puissance ?

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, la percée politique des Latinos s'est fait sentir aux postes de conseillers municipaux, superviseurs ou membres des comités scolaires. Leur gain en matière de représentation électorale est indéniable et les élections de novembre 2002 ont été marquées par un nombre de candidats, d'électeurs et d'élus latinos inédit à tous les niveaux, local, étatique et fédéral.

---

[9] F. Padilla, « On the nature of Latino ethnicity », dans R. de la Garza et al., *The Mexican American Experience : An Interdisciplinary Anthology*, Austin, University of Texas Press, 1985, pp. 332.

[10] Entretien avec Raymond Uzueta, président de la *Chicano Federation of San Diego County*, San Diego, 8 novembre 2002. Cité par S. Oboler, *Ethnic Labels, Latino Lives. Identity and the Politics of Re(Presentation) in the United States*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, pp. 65-66.

• Avancées électorales et nouvelles caractéristiques de l'électorat latino

Les caractéristiques de l'électorat qui s'est exprimé lors du dernier scrutin américain ont confirmé les permanences et les mutations du vote des Latinos depuis le début des années quatre-vingt-dix. Il est déterminé selon une tendance lourde : l'identification au Parti démocrate. Plus des deux tiers des Latinos ont choisi les candidats démocrates aux élections de 2002, et en Californie par exemple, leur vote a de nouveau servi Gray Davis, réélu gouverneur face à Bill Simon, républicain opposé à une régularisation des travailleurs sans papiers ou aux programmes d'éducation bilingue. En dépit du retrait du soutien du *Caucus Latino* de Californie en raison de son veto à une loi visant l'octroi du permis de conduire aux sans-papiers, Gray Davis a bénéficié des voix de 65 % des Latinos qui formaient plus de 10 % de l'électorat en Californie. Pendant sa campagne, il a déclaré : « *we believe the Latino agenda is America's agenda* »[11].

La première nouveauté est l'accroissement du vote en faveur des femmes. En 1992, elles représentaient déjà 30 % des élus latinos, alors que seuls 17,2 % des élus aux Etats-Unis étaient des femmes[12]. En Californie par exemple, elles ont remporté trois sièges de plus que leurs collègues masculins au Congrès : cinq à la Chambre des représentants et six au Sénat, et elles ont éliminé tant des non-Latinas (à l'instar de Gloria Romero, Lucille Roybal-Allard ou Deborah Ortiz) que des Latinas (Linda et Loretta Sánchez, démocrates ont ainsi battu Tim Escobar et Jeff Chávez à Los Angeles). En outre, les Latinas accèdent à des postes de plus haute responsabilité que les hommes. Linda Chávez, la plus médiatique, a occupé différentes fonctions à la Maison-Blanche sous Ronald Reagan puis à l'ONU, avant d'être nommée secrétaire au Travail sous la présidence de George W. Bush. En dépit d'un scandale qui l'a amenée à démissionner, elle reste le symbole d'une réussite politique au plus haut plan. Sa carrière s'est effectuée aux côtés du Parti républicain, ce qui incarne une transformation de l'affiliation traditionnelle des Latinos au Parti démocrate.

La deuxième mutation que connaît cet électorat concerne en effet l'affiliation partisane. Une récente étude du *Pew Hispanic Center/Kaiser Family Foundation* indique que 54 % des électeurs latinos nés à l'étranger optent pour le Parti démocrate, contre 45 % de ceux qui sont nés aux Etats-Unis[13]. L'affiliation diffère donc en fonction des générations et du degré d'assimilation, mais aussi de l'origine nationale : la minorité cubaine vote traditionnellement pour le Parti républicain (à près de 80 %), qui tente de séduire par différentes approches ses candidats et son électorat. George W. Bush s'est impliqué personnellement dans la campagne de novembre 2002 : il a soutenu les candidats républicains aux postes de gouverneur par une tournée dans plus de quarante Etats et n'a pas manqué de s'adresser en espagnol aux électeurs des Etats du Sud-Ouest. Les républicains ont aussi investi plusieurs millions de dollars en annonces bilingues ou sous-titrées en espagnol. Les résultats restent encore mitigés et provoquent d'amples débats

---

[11] G. Jones, « Davis receives new endorsements while continuing pitch to Latinos », dans *Los Angeles Times*, 19 octobre 2002.

[12] T. Affigne, « Latino Politics in the United States », dans *PS : Political Science and Politics*, Vol. 23, n° 3, septembre 2000, pp. 523-607.

[13] Pew Hispanic Center, « National survey on Latinos : The Latino electorate », **http://www.pewhispanic.org**, octobre 2002.

au sein du parti. Certains affirment la nécessité stratégique de conquérir ce nouvel électorat, alors que d'autres prônent un désintérêt qui s'appuie sur le fait que l'électorat latino aurait tendance à voter plus en fonction d'enjeux spécifiques que de l'appartenance ethnique du candidat. Ces contradictions sont perceptibles dans deux résultats. John Sánchez, candidat au poste de gouverneur du Nouveau Mexique, n'a pas bénéficié du soutien des Latinos qui ont préféré son adversaire démocrate. A l'opposé, le vote latino a été déterminant dans l'élection de Jeff Bush. Marié à une américaine d'origine mexicaine et parlant l'espagnol, le frère du président n'a pas hésité à investir dans la réalisation d'annonces télévisées en espagnol pour séduire la minorité cubaine américaine et remporter le poste de gouverneur de Floride[14].

Les victoires des candidats latinos et la prise de conscience par les partis politiques de l'importance stratégique accrue de l'électorat latino ont renforcé leur poids politique. Toutefois, l'accès à la représentation électorale reste en deçà de leur importance numérique, économique et culturelle dans la société américaine.

• Les obstacles à l'avancée politique : le cas de la Californie

Deux obstacles majeurs expliquent la percée encore relative des Latinos au plan électoral. D'une part, comme le montre le cas californien, leurs candidats éprouvent deux difficultés principales : élargir leur électorat et affronter une concurrence accrue à la représentation des Latinos. La Californie, Etat le plus peuplé des Etats-Unis, où près de 32 % des habitants s'identifient comme « Latinos », ne compte que 17 % d'élus latinos au Congrès, 25 % au Sénat et 19 % à l'Assemblée de Californie. A tous les niveaux, ces élus se trouvent pris dans une tension : ils doivent répondre aux appels des groupes communautaires et élargir leur électorat. La réélection de Cruz Bustamante au poste de vice-gouverneur de Californie, avec 50 % des voix contre 42 % pour le républicain Bruce McPherson, incarne ce dilemme. Depuis sa première élection en 1998, Cruz Bustamante a su se démarquer des organisations de la mouvance chicano, considérées comme radicales. Sa position centriste lui a ainsi permis de jouer sur deux tableaux, celui du vote latino et celui du vote des électeurs démocrates : Bustamante se veut le vice-gouverneur de « tous les démocrates et Californiens »[15]. En outre, certains districts ont vu s'opposer deux candidats latinos, comme le district 60 remporté par Robert Pacheco (républicain) sur Adrian Martínez, le district 80 gagné par Bonnie García (républicain) sur Joey Acuña Jr, ou encore le district 39 remporté par Cindy Montánez (démocrate) sur Ely de la Cruz. De même, Loretta Sánchez, démocrate modérée et ancienne républicaine, a été de nouveau élue avec 61 % des voix contre 35 % pour Jeff Chávez à Orange County. Elle a

[14] Sur ces controverses, voir les publications du *think tank* conservateur *Center for Immigration Studies* et notamment J. Gimpel, « Latinos and the 2002 elections. Republicans do well when Latinos stay at home », **http://www.cis.org/articles/2002/back203.html**, janvier 2003.

[15] Voir D. Daniel, « Actions et réactions des Mexicains Américains aux récentes réformes sur l'immigration », dans *Latinos et Yankees : interactions dans l'espace anglo-hispanique des Amériques*, actes du colloque du Carnal, Marseille, Publications de l'Université de Provence, 1999, pp. 114-132, et « Cruz Bustamante, vice gouverneur de Californie : vers une nouvelle élite mexicaine américaine », dans Institut de recherche du monde anglophone, *Les Etats-Unis et les élites latino-américaines*, actes du colloque des 24 et 25 septembre 1999, Aix-en-Provence, Université de Provence, 2000, p. 243.

entraîné dans son succès sa sœur Linda Sánchez, élue avec 55 % des voix, contre 41 % pour Tim Escobar.

D'autre part, l'analyse des caractéristiques sociodémographiques de cet électorat met en évidence la sous-représentation des Latinos. La première raison du décalage provient de leur statut. Seule une minorité possède la citoyenneté américaine et le droit de vote. En 2000, 5,9 millions de Latinos ont voté lors des élections présidentielles, soit 5 % de l'électorat total, alors qu'ils représentent plus de 12,5 % de la population américaine. 60 % des Latinos ne sont pas éligibles. Ce différentiel tient d'abord à la jeunesse de la population : un tiers a moins de 18 ans. Ensuite, plus de 9 millions des Latinos sont des immigrés qui n'ont pas acquis la citoyenneté américaine, même si les variations intragroupe sont importantes : les Portoricains sont américains de naissance, 72 % des Latinos d'origine cubaine étaient naturalisés contre 19,4 % des Mexicains en 2000. Enfin, le taux d'inscription sur les listes électorales fait partie des moins élevés de celui de tous les groupes minoritaires (57 % devant les Asiatiques 52 %)[16] et le taux de participation reste faible, plus faible encore que le taux moyen en Californie pour 2002 (40 % contre 44,8 %). L'exemple du comté de San Diego, dont plus d'un quart des habitants sont des Latinos mais ne représentent que 9 % de l'électorat, permet d'illustrer ce propos. Pour l'assemblée fédérale, cinq postes étaient en jeu dans les districts 49 à 53 et une seule candidate, María García, était latina. Pour le Sénat, il n'y a eu qu'un candidat latino sans chance de réussite, Felix Miranda, du Libertarian Party. Pour les six postes à l'Assemblée de Californie, dans les districts 74 à 79, il y a eu deux candidats et un seul élu, Juan Vargas. Enfin, au niveau local, les villes du comté de San Diego se sont caractérisées par une absence de représentation des Latinos. Seules Chula Vista, ville frontalière avec le Mexique, remportée par Steve Padilla sur Mary Salas, et National City gagnée par Nick Inzunza sur Ron Morrison, ont des maires latinos. Les campagnes pour les comités scolaires ou les conseils municipaux n'ont engagé que peu de candidats et pratiquement aucun élu hispanique[17].

De 1996 à fin 2002, la population électorale des Latinos des Etats-Unis s'est accrue de 2,7 millions, mais les effets électoraux potentiels ont été affaiblis par des contraintes structurelles. Pour le moment, il reste possible d'affirmer que les victoires de leurs candidats proviennent non tant d'une « prise de pouvoir politique » des Latinos aux Etats-Unis, que de la pression exercée sur les instances du recensement par certains groupes d'intérêt latinos pour un nouveau découpage des districts électoraux favorable à cette population.

---

[16] L. Desipio, *Counting on the Latino Vote. Latinos as a New Electorate*, Charlottesville, University of Virginia Press, 1996.

[17] San Diego Registar of Voters, « County results », publié dans *San Diego Union Tribune*, 7 novembre 2002, pp. A11 et suiv. Entretiens avec Susan Davis et Bill VandeWeghe, respectivement candidats démocrate et républicain au Congrès pour le district 51, Lemon Grove-San Diego, 19 octobre 2002.

Les enjeux du découpage électoral ou les limites de la stratégie identitaire

Le découpage électoral élaboré à partir des résultats du recensement 2000, comme en 1980 et 1990, a favorisé la création de districts majoritairement latinos en Californie. Il explique les résultats sans surprise de candidats tels que Lucille Roybal-Allard, élue avec 74 % des voix, et Juanita Millender-McDonald, élue avec 73 % des voix au Congrès ; ou de Gloria Romero (72 % des suffrages) et Deborah Ortiz (73 %) au Sénat[18]. Ces victoires écrasantes constituent des concessions obtenues sous la pression de groupes d'intérêt latinos se servant des législations favorables aux minorités. A la fin du XIXe siècle, le découpage des districts électoraux aux Etats-Unis résultait d'un marchandage qui prenait pour critère de neutralité le volume de population et l'équivalence « un homme, un vote ». Plusieurs changements de législation sont intervenus pour assurer la participation et la représentation sans entraves des minorités aux Etats-Unis : le *Voting Rights Act* de 1965, l'amendement de 1975 qui implique l'obligation d'imprimer des bulletins bilingues quand plus de 5 % de l'électorat parle une autre langue que l'anglais, et l'amendement de 1982 qui apporte un nouvel instrument en faveur de l'accès des Latinos au politique, la représentation égalitaire. Depuis cette date, la Cour suprême peut juger d'une rupture d'égalité lorsque le poids électoral d'un groupe donné semble dilué par le découpage des districts[19]. Dans la pratique, cette mesure signifie que ces derniers ont été conçus en fonction des compositions ethniques ou raciales de la population. C'est l'avancée la plus importante pour la représentation électorale des Latinos aux Etats-Unis. Les appels à l'égalité de représentation permettent d'influer sur l'élection de candidats issus des minorités, censés mieux représenter et défendre les politiques publiques qui leur sont favorables. Pourtant, elles dépendent d'une hypothèse majeure : que l'électorat latino parle d'une seule voix.

• Les illusions d'un électorat latino univoque

Si les tentatives d'unifier les Latinos sur un agenda commun concernant les droits civils, l'éducation, l'accès aux services de santé ou au logement par exemple existent, elles sont confrontées aux divergences d'attitudes, de comportements et d'opinions politiques des intéressés, aussi diverses que celles de la population américaine. Ces diversités contredisent l'hypothèse avancée par des groupes d'intérêt communautaires tels que le *Latino Legislative Caucus* et le *Congressional Hispanic Caucus* dont l'un des objectifs principaux a été d'aboutir à la création de districts majoritairement hispaniques, pour constituer un bloc électoral consistant. Pour mieux saisir la stratégie de ces groupes d'intérêt, il faut d'abord en rappeler l'origine.

Le *Latino Legislative Caucus* est l'héritier du *Chicano Legislative Caucus* fondé en

---

[18] Entretiens avec Shawn Brom, *San Diego Registar of Voters*, San Diego, 17 octobre 2002, et Mateo Camarillo, *Chicano Federation of San Diego County*, San Diego, 13 novembre 2002.

[19] Voir B. Cain et D. Butler, « Redrawing district lines », dans *The American Enterprise*, juillet-août 1991, pp. 29-39, D. Gutiérrez, *Walls and Mirrors. Mexican American, Mexican Immigrants, and the Politics of Ethnicity*, University of California Press, 1995, ainsi que B. Jackson et M. Preston, (ed.) : *Racial and Ethnic Politics in California*, Berkeley, IGS Press, University of California, 1991.

1973 en Californie par les cinq premiers élus latinos de l'histoire des Etats-Unis. A ses débuts ce groupe, inspiré par les luttes du *Legislative Black Caucus*, visait à mettre au cœur de l'agenda législatif des enjeux cruciaux pour les Latinos[20]. Parmi les problématiques fondamentales, on trouvait le soutien aux programmes de discrimination positive dans les universités, la défense des droits des travailleurs agricoles, ou encore la promotion de l'éducation bilingue. Le *Chicano Legislative Caucus* est devenu le *Latino Legislative Caucus* en 1991. Ce changement de nom reflétait la prise en compte de la diversité des groupes qui composent les Latinos en Californie. C'est Gloria Molina, première Latina élue dans l'Etat, qui présida ces transformations et saisit la nécessité d'une ouverture à des candidats d'origine non mexicaine, dans la même perspective de former un bloc électoral latino que poursuivait le *Congressional Hispanic Caucus*[21]. Basé à Washington, fondé en 1976 par cinq congressistes d'origine hispanique et dirigé aujourd'hui par Silvestre Reyes (Texas), ce dernier visait à influencer la législation en faveur des Hispaniques au plan fédéral. En 1985, ce groupe s'ouvrit à des personnalités issues non plus uniquement du milieu politique mais aussi du secteur privé (Walt Disney, Coca-Cola ou Ford Motor) ou d'organisations syndicales ou communautaires (*American Federation of Labour-CIO* ou le Conseil national de la Raza). Ces deux groupes d'intérêt ont pesé fortement lors des nouveaux découpages des districts mais ont surévalué l'homogénéité de l'électorat latino. Si certains districts majoritairement hispaniques assurent désormais un quota minimal d'élus hispaniques, ils ne compensent pas les fragmentations de l'électorat latino, tant en termes de comportements politiques que de positionnement sur enjeux.

En effet, les conclusions du *National Latino Political Survey* (LNPS), enquête nationale effectuée en 1990, montrent sa diversité, grâce à l'analyse des valeurs politiques des Latinos selon leur origine nationale[22]. Selon le LNPS, l'électeur latino n'existe pas ! Les valeurs politiques des Latinos sont d'abord influencées par l'identité nationale. Il n'y a donc pas vraiment de sentiment panethnique et peu d'interactions entre les divers groupes (mexicain américain, cubain américain ou portoricain américain), voire peu de sympathie des uns envers les autres. Ainsi, l'opposition classique est celle du vote des Latinos d'origine cubaine en faveur du Parti républicain (80 %), alors que près de 65 % de l'ensemble votent traditionnellement pour le Parti démocrate.

Cette enquête souligne en outre les divisions de cet « électorat latino » en fonction des enjeux, qui sont déterminants du comportement politique au plan fédéral ou étatique, même si le vote ethnique peut jouer un rôle relativement important au plan local[23]. Des thèmes de politiques publiques spécifiques (santé, éducation, aide sociale) rassemblent

---

[20] A. García, P. Chacón, J. Montoya, R. González et R. Alatorre, élus démocrates à l'Assemblée de Californie, **http://www.llc.org**

[21] Fondé par H. Badillo (New York), B. Corrada (Puerto Rico), E. de la Garza (Texas), H. González (Texas) et E. Roybal (Californie), **http://www.chci.org**

[22] R. De Le Garza et L. Desipio (et al.), *op. cit.*

[23] « There is evidence that Latinos do not automatically vote for Hispanic (Spanish-surnamed) candidates. Mexican Americans are a "responsible electorate" ; they have voted for Anglos, rather than Spanish-surnamed, candidates when the position on issues of the former were more compatible than those of the latter », dans R. Hero, *Latinos and the U.S. Political System. Two-Tiered Pluralism*, Temple University Press, Philadelphia, 1992, p. 64.

les Latinos. Mais de nombreux axes les divisent, en particulier la peine de mort, l'avortement ou l'éducation bilingue. La présentation homogène de l'électorat hispanique symbolise la stratégie des élites latino-américaines pour créer une identité panethnique. Ce regain de l'intérêt pour l'ethnique en politique depuis les années quatre-vingt-dix représente aussi un pendant à l'échec de l'ascension sociale des minorités hispaniques, promise dans les programmes de discrimination positive[24] et considérée comme inaboutie. Dans tous les cas, l'ethnicité est appréhendée comme formant une catégorie politique en soi, une nouvelle forme de représentation et d'identité politique plus explicative que d'autres critères (socioéconomiques, résidentiels, etc.). Or deux enjeux permettent de souligner les limites de la construction intellectuelle du « panethnisme électoral » : l'aide sociale aux sans-papiers et l'éducation bilingue.

• Les divisions sur enjeux : la Proposition 187, la Proposition 227

La Proposition 187, présentée en référendum d'initiative populaire en Californie, a été adoptée en 1994 par 59,1 % des voix. Baptisée par ses initiateurs S.O.S, *Save Our State*, elle posait aux électeurs la question suivante : « pour faire face aux problèmes économiques et à la criminalité croissante, faut-il exclure les immigrés clandestins du bénéfice des services sociaux et éducatifs de Californie ? ». Elle comprenait des mesures qui entraînaient la création d'un fichier électronique d'empreintes digitales et exigeaient des organismes publics qu'ils dénoncent les individus en situation irrégulière à l'*Immigration and Naturalization Service*. Si elle a été déclarée anticonstitutionnelle, la Proposition 187 témoigne toutefois de la transformation de la perception de l'immigration en problème sécuritaire. Cette dernière, illégale ou légale, est appréhendée comme une source de dangers intérieurs et extérieurs. Ses partisans, Pete Wilson, gouverneur républicain de Californie, et des lobbies anti-immigration comme FAIR, *Federation for the American Immigration Reform,* ont usé d'arguments divers contre « l'invasion mexicaine » : fardeau économique pour les contribuables, elle aurait menacé la civilisation américaine ; la difficulté d'assimilation des Latinos notée dans le maintien de la langue espagnole ou de l'allégeance au pays d'origine aurait contenu le risque d'une « balkanisation » des Etats-Unis. L'argument sécuritaire enfin soutenait l'idée d'une militarisation nécessaire de la frontière pour éviter l'expansion d'activités illicites. Les procédés de communication utilisés pendant les débats étaient frappants : des spots télévisés montraient des Mexicains traversant la frontière à la nage ou des Mexicaines venant accoucher aux Etats-Unis.

L'échec des organisations de Latinos à mobiliser contre le vote de la Proposition 187 a été patent tant du point de vue organisationnel qu'en ce qui concerne l'opinion publique. En effet, le manque de dialogue entre les différentes associations, menées par MALDEF (*Mexican American Legal Defense and Educational Fund*, sur laquelle nous reviendrons) ou la *Coalition for Immigration Reform and Refugee Act*, et l'absence d'élaboration d'un discours univoque, ont laissé entrevoir les divisions de leur électorat, qui s'est prononcé à près de 50 % en faveur du texte. Ce résultat témoigne des scissions qui existent en fonction de la génération de l'immigration ou du statut des individus. L'immigration illégale est souvent appréhendée par les résidents légaux comme une source de compétition ou

[24] *Cf* B. Cain, « Ethnics politics in California », dans B. Jackson, M. Preston (ed.) : *Racial and Ethnic Politics in California*, Berkeley, IGS Press, University of California, 1991, pp. 9-10.

par la deuxième génération comme une menace à la qualité des services publics. Ces divergences apparaissent également dans les discussions sur l'éducation bilingue.

Les débats à ce sujet, qui opposent aux Etats-Unis de manière schématique les mouvements assimilationnistes aux courants pluralistes, mettent en jeu la perception du rôle de la langue et de la culture dans l'intégration des groupes minoritaires. Plusieurs étapes ont en effet établi le droit à l'éducation bilingue aux Etats-Unis. En 1968, le *Bilingual Education Act* (BEA) a reconnu les besoins spécifiques des enfants éprouvant des difficultés à parler anglais. Victoire du courant pluraliste, le BEA est un pas fondamental dans le maintien des langues d'origine dans l'enseignement public. La Cour suprême a confirmé cette avancée dans la décision *Lau vs Nichols* du 14 janvier 1974 : une école qui ne permet pas à un élève de langue chinoise d'accéder à l'enseignement bilingue viole le droit à une éducation égalitaire. La décision a fait jurisprudence pour les élèves hispanophones et le *New Bilingual Education Act* de 1974 a élargi le programme. Pourtant, à partir des années quatre-vingt, les critiques adressées au gouvernement fédéral par les courants assimilationnistes se sont traduites par des coupes budgétaires. En 1982 les amendements qui tentaient de dénaturer le BEA ont été rejetés, mais la bataille du financement de l'enseignement bilingue a été perdue. Ainsi, lors des scrutins de 2002, plusieurs Etats ont organisé un référendum sur le passage à l'éducation par immersion en langue anglaise. Alors que le Massachusetts et l'Arizona se sont alignés sur la position assimilationniste de la Californie où, en 1998, la Proposition 227 avait été adoptée par deux tiers des électeurs et avait mis fin à l'éducation bilingue dans l'enseignement public californien (limitée à une année, à condition qu'elle soit exigée par les parents), la seule exception se trouve être le Colorado qui a voté pour la préservation des programmes bilingues dans l'enseignement public. Là encore, le passage de la Proposition 227 en Californie, qui touchait principalement l'espagnol, a été soutenu par une majorité d'électeurs hispaniques : « entre 62 % et 84 % des Latinos, d'après les sondages [ont approuvé] la mesure, d'ailleurs cosignée par une Latina, Gloria Matta Tuchman »[25]. Déjà en 1980, un référendum avait déclaré l'anglais langue officielle de l'Etat californien, lors d'une bataille menée par des groupes d'intérêt tels que *English First*.

Plusieurs facteurs permettent de comprendre les divisions de l'électorat latino. Ce sont d'abord les scissions de fond sur les bienfaits de l'éducation bilingue entre organisations de Latinos, qui ont miné le processus de mobilisation. Ensuite, les Latinos forment un groupe majoritairement anglophone en Californie. La continuité des flux d'immigration en provenance de pays hispanophones dissimule l'abandon progressif et réel de l'espagnol d'une génération à l'autre, même si l'existence d'enclaves ethniques, Little Mexico (East Los Angeles) ou Little Havana (Miami) et le poids numérique des Latinos semblent indiquer le contraire (voir le tableau 1[26]).

Enfin, la langue espagnole est devenue plus un aspect de l'ethnicité symbolique qu'une langue employée au quotidien[27]. L'abandon progressif de la langue maternelle au fil des

---

[25] I. Vagnoux, *Les Hispaniques aux Etats-Unis*, Paris, Puf, « Que sais-je ? » n° 3564, 2000, p. 118.

[26] Les tableaux et illustrations sont regroupés en annexe.

[27] Voir D. Lopez, « Bilinguisme et changement ethnique en Californe », dans *La Politique de Babel*, Paris, Karthala, 2002. Et aussi G. San Miguel, « Conflict and controversy in the evolution of bilingual education in the United States – An interpretation », dans R. De La Garza, F. Bean (et alii), *op. cit.*, pp. 267-280.

générations, certes plus lent chez les Latinos que chez les Asiatiques, est caractéristique des populations immigrées. Elles utilisent leur langue maternelle au domicile et la transmettent à leurs enfants, alors que la seconde génération l'abandonne peu à peu pour utiliser la langue socialement dominante dans les lieux publics et la plupart des lieux privés. La troisième génération ne retient que très rarement l'espagnol, considérée comme un marqueur culturel.

Les scissions des Latinos sur des enjeux domestiques comme les Propositions 187 et 227 en Californie, généralisables à l'échelle des Etats-Unis, constituent autant d'obstacles qui se superposent à leurs diversités de comportements, d'attitudes et de valeurs politiques. Les tentatives de groupes d'intérêt pour unifier cet électorat dans le but stratégique d'accéder au pouvoir politique n'ont pas abouti à ce que leur poids électoral soit proportionnel à la place qu'ils occupent dans la société américaine. D'ailleurs, de manière similaire, l'influence des groupes d'intérêt latinos reste encore en deçà de la population représentée, tant du fait de leur formation relativement récente que de la compétition qu'ils se livrent.

LES GROUPES D'INTERET LATINOS : DIVERGENCES ET CONVERGENCES

Entre préférence nationale et stratégie panethnique

Les premières associations (*mutualistas*) de défense des droits des travailleurs agricoles mexicains et de promotion de leur héritage culturel se sont créées dès le XIXe siècle. Elles ont été relayées par les syndicats qui ont recruté selon l'origine nationale (travailleurs mexicains), panethnique (ouvriers latinos), parfois pluriethnique, et se sont concentrés sur l'amélioration des conditions de travail. Dans les années trente, diverses associations ont commencé à revendiquer des droits civiques et politiques pour les Latinos. Elles ont profité un peu plus tard de la brèche ouverte par les mouvements des Noirs américains et le passage du *Civil Rights Act* en 1964 pour gagner en visibilité. La multiplication de la presse écrite (*La Opinión*, *La Prensa*, *El Latino*...) et des médias télévisés bilingues ou unilingues espagnol (Univisión, Televisa, TeleAzteca, etc.) ont renforcé la prise de parole politique des organisations communautaires dans la société américaine[28]. Afin d'acquérir une influence sur les décisions publiques, celles-ci se servent de l'ethnicité comme d'une nouvelle forme de médiation entre les individus et l'Etat. Pourtant, loin de former un bloc univoque, les groupes d'intérêt latinos souffrent de tensions contradictoires qui se lisent sur deux plans. D'un côté, les groupes fondés sur la base d'une nationalité commune (associations salvadoriennes, clubs dominicains, organisations mexicaines) tendent à élargir leur champ d'activité à l'ensemble des Latinos pour renforcer leur poids dans la sphère publique, provoquant scissions internes

[28] *Voir* C. Rodriguez (ed.), *Latin Looks : Images of Latinas and Latinos in the U.S. Media*, Boulder, Westview Press 1997 ; M. Habell-Pala, M. Romero, *Latino/a Popular Culture*, New York, New York University Press, 2002.

et débats sur la « préférence nationale ». De l'autre, les organisations latinos se professionnalisent et se transforment en organisations d'experts, perdant leur capacité de mobilisation et leur caractère militant. Dans les deux cas, les mécanismes de compétition affaiblissent le rôle politique des groupes d'intérêt latinos, ce qu'illustre le domaine de la politique étrangère.

• Au service des Mexicains ou des Latinos ? L'exemple de MALDEF

Formés comme des groupes d'experts, le *Cuban American National Foundation,* le *Puerto Rican National Legal Defense and Education Fund* et le *Mexican American Legal Defense and Educational Fund* (MALDEF) mènent des activités juridiques qui visent à développer la protection des droits civils des Cubains, Portoricains et Mexicains à travers l'éducation, la recherche et le *lobbying* en matière de politiques publiques. Ils ont pour point commun de constituer les groupes d'intérêt les plus importants au service de populations définies selon leur origine nationale, et d'avoir été inspirés par le modèle du NAACP, *National Association for the Advancement of Colored People*, fondé pour promouvoir les droits sociaux, civils et politiques des Noirs américains et lutter contre la ségrégation raciale. De plus, ces organisations incarnent l'exemple typique d'associations à base communautaire qui cherchent à capter l'attention des médias et de l'opinion publique, mais ne s'appuient plus sur les réseaux de solidarité du passé. Le cas de MALDEF est aussi typique du dilemme vécu par une organisation créée pour les Mexicains et transformée en agence de services aux Latinos dans le but d'accéder à une représentativité et à des financements plus importants, au risque de divisions internes[29].

La fondation de MALDEF par Vilma Martínez est issue du constat de la discrimination subie dans le domaine des droits politiques par les Mexicains, discrimination assimilée à celle des Noirs américains[30]. La stratégie adoptée à l'origine par l'organisation a consisté à se concentrer uniquement sur des cas légaux aux implications importantes pour les Mexicains. Aujourd'hui dirigé par Antonia Hernández, MALDEF incarne le prototype du lobby juridique. Son plus grand succès est la décision de la Cour suprême de 1982, *Plyler vs Doe*, qui condamne l'exclusion du système scolaire d'enfants nés de parents sans papiers au Texas. MALDEF a remporté ce procès sur la base de la violation du 14ème amendement à la Constitution, amendement qui assure l'égalité de protection des individus sur le territoire américain : les enfants d'immigrés sans papiers doivent pouvoir aller à l'école publique puisqu'ils sont préservés par une clause de protection égalitaire[31]. Concentré au départ sur le service à la population mexicaine, MALDEF, comme la *Cuban*

[29] Créé en 1968 sur un financement de la Ford Foundation, *cf* **http://www.maldef.org**

[30] K. O'Connor, L. Epstein, « A legal voice for the Chicano community : The activities of the Mexican American legal defense and educational fund, 1968-1982 », dans R. De La Garza, F. Bean, (et alii), *op. cit.*, p. 284.

[31] La décision du juge Brennan stipule : « it is difficult to understand precisely what the State hopes to achieve by promoting the creation and perpetuation of a subclass of illiterates within our boundaries, surely adding to the problems and costs of unemployment, welfare and crime... If the State is to deny a discrete group of innocent children the free public education that it offers to other children residing within its borders, that denial must be justified by a showing that it furthers some substantial state interest. No such showing was made here ».

American National Foundation et le *Puerto Rican National Legal Defense and Education Fund,* a élargi ses activités à la défense des droits des Latinos depuis les années quatre-vingt. La publication de rapports et de recommandations aux différentes administrations américaines montre son ambition de capter un public plus large pour accroître son pouvoir[32]. Pour Skerry, cette mutation résulte d'une stratégie d'élites qui ne représente en rien la volonté de créer une organisation de type « service public »[33]. MALDEF instrumentalise l'appartenance ethnique sur la scène juridique et politique en faveur des Latinos mais, en retour, a perdu sa base militante d'origine mexicaine. Le détachement des organisations de leur base communautaire marque également l'orientation prise par les organisations panethniques, renforçant la sectorialisation et la compétition entre groupes d'intérêt latinos.

• Organisations communautaires ou organisations d'experts ? L'exemple de LULAC, NALEO et NCLR

Les trois organisations à vocation panethnique les plus importantes sont LULAC (*League of United Latin American Citizens*), NALEO (*National Association of Latino Elected and Appointed Officials*) et NCLR (*National Council of La Raza*). Dès leur création, elles ont revendiqué des objectifs communs tels que l'amélioration des conditions de vie et la promotion des droits sociaux, civils et politiques des Latinos en général. Toutefois, elles se distinguent dans leur idéologie et leur pratique. LULAC et NALEO se définissent plutôt comme des organisations d'élites, destinées aux Hispaniques de deuxième ou troisième génération. A l'opposé, le NCLR a élaboré un discours antisystème qui vise à défendre tous les immigrés, légaux et illégaux, et refuse l'acculturation. Paradoxalement, alors que les deux premières repensent leur stratégie afin d'intégrer les problématiques touchant les immigrés latinos, y compris les sans-papiers, la dernière se transforme peu à peu en groupe d'experts, coupée du mouvement social qu'elle était censée animer. Dans un même mouvement, ces groupes d'experts se trouvent en compétition et se disputent la légitimité à représenter les intérêts des Latinos aux Etats-Unis.

LULAC[34] est née en 1929 de la réunion de différents groupes latinos à Corpus Christi (Texas). C'est la plus ancienne et l'une des plus puissantes organisations de Latinos aux Etats-Unis. Constituée de quarante-cinq conseils à travers le pays, son objectif était d'abord d'abolir la ségrégation dont souffraient les Mexicains dans le système scolaire. Ses actions ont principalement été menées sur le plan juridique, à la recherche de

---

[32] MALDEF : « Policy recommendations to the Bush-Cheney administration on education, political access, employment, immigrant's right, public resource equity, access to justice by the MALDEF », Los Angeles, MALDEF, avril 2001.

[33] Ainsi, « MALDEF a toujours joué la carte de la visibilité, participant activement à de nombreux débats politiques sur l'immigration, jusqu'à récemment s'impliquer dans la controverse qui entoura la proposition 187, adoptée par la Californie. Pourtant MALDEF ne compte aucun adhérent, aucun membre qui ferait partie des communautés qu'elle est censée représenter. En conséquence, elle n'a aucun compte à rendre », dans P. Skerry, « Elites immigrées américaines et politiques raciales », Institut de recherche du monde anglophone, *Les Etats-Unis et les élites latino-américaines*, actes du colloque des 24 et 25 septembre 1999, Aix-en-Provence, Université de Provence, 2000, p. 219.

[34] **http://www.lulac.org**

décisions légales antidiscriminatoires. Après les succès des années soixante, LULAC a élargi le champs de ses activités : financement de programmes éducatifs, construction de logements ou aide aux personnes âgées, devenant progressivement un « fournisseur de services » pour les Latinos. Lors de sa création, cette organisation avait pour objectif l'intégration et l'assimilation des Mexicoaméricains dans la société américaine. Sa position était donc très critique vis-à-vis de l'afflux de nouvelles générations d'immigrés, dont l'arrivée était perçue comme un obstacle à l'ascension sociale des populations établies aux Etats-Unis. Le discours restrictionniste a peu à peu fait place à une prise en compte des problématiques touchant les populations résidentes et illégales, notamment sous la pression d'autres organisations hispaniques. L'évolution de LULAC témoigne des tiraillements internes d'une organisation panethnique prise entre les intérêts des groupes nationaux, des différentes générations et de la concurrence accrue de nouveaux acteurs communautaires.

NALEO[35] a débuté dans un contexte relativement différent. Créée en 1981 comme une organisation d'élites et d'élus pour favoriser l'intégration des immigrés latinos dans la société américaine, son objectif était de développer le *leadership* de la jeunesse latina, de promouvoir la formation des nouveaux élus latinos et de financer des recherches de long terme. C'est Arturo Vargas, son président actuel, qui a ouvert l'organisation aux personnalités issues du secteur privé (des représentants latinos de Levi Strauss Company, Philip Morris USA ou encore Coca Cola Company). Opérant la fusion des élites, NALEO n'a commencé que récemment à intégrer dans son agenda des enjeux comme l'amnistie ou l'éducation bilingue. Loin d'être une organisation de base, elle concurrence toutefois tant LULAC que le *National Council of La Raza* dans la quête d'une place principale dans la représentation des Latinos dans la sphère publique. Radicalement différent dans ses origines, le NCLR s'est transformé progressivement pour donner naissance au troisième groupe d'intérêt le plus important pour les Latinos aux Etats-Unis.

NCLR[36], né en 1968 des mobilisations politiques des années soixante et de la mouvance chicano, s'est forgé à partir d'organisations communautaires, principalement mexicaines américaines, comme la *Cruzada por la Justicia* dirigé par Corky González au Colorado, et de mouvements de promotion d'élections de Chicanos, tel MAYO (*Mexican American Youth Organization*) de José Angel Gutiérrez. Dans l'ensemble des Etats du Sud-Ouest américain, les militants de NCLR ont essaimé des comités politiques dans le but de participer au jeu électoral. Fondée sur l'idée que l'achèvement de réformes favorables aux Chicanos et Mexicains ne peut passer que par un parti politique, l'organisation a trouvé son extension dans la création d'un parti indépendant en 1969. La *Raza Unida Party* a tenu sa première convention nationale en 1972. Toutefois, son seul réel succès électoral a été la victoire de José Gutiérrez au poste de maire de Crystal City (Texas).

Sa disparition dès le milieu des années soixante-dix est liée aux divergences internes et concurrences externes qu'elle a rencontrées. Certes, la banalisation de l'usage du terme générique « La Raza » – le peuple mexicain et par extension le peuple des Latinos – a dévoilé une nouvelle prise de conscience ethnique des individus et de

[35] **http://www.naleo.org**

[36] Sous la direction de ses quatre figures essentielles J. A. Gutiérrez, C. González, R. López Tijerina et C. Chávez (leader syndical, dirigeant de Union Farm Workers). **http://www.nclr.org**

l'électorat latino, mais elle ne s'est traduite que ponctuellement dans les urnes[37]. Aujourd'hui, le *National Council of La Raza* est retourné à ses origines d'organisation communautaire indépendante, se revendique comme un mouvement social panaméricaniste, mais sa structure s'oriente vers l'organisation d'experts.

Il est difficile d'évaluer le poids respectif et global de ces groupes d'intérêt dans le processus et dans les prises de décisions en termes de politiques publiques par exemple. Si des avancées juridiques ont eu lieu, menées par MALDEF ou NALEO, les groupes d'intérêt latinos, par leurs différences d'approche et par leur concurrence, disséminent le pouvoir potentiel des Latinos. Le fractionnement des groupes d'intérêt selon des lignes nationales et idéologiques diminue sans aucun doute la capacité d'influencer l'agenda politique. En outre, depuis les années quatre-vingt-dix, de nouveaux groupes, régionaux et transnationaux, viennent concurrencer ces organisations « traditionnelles »[38]. Enfin, les groupes d'intérêt latinos sont moins efficaces et expérimentés que d'autres lobbies aux Etats-Unis[39] du fait de leur caractère relativement récent. Ainsi, l'examen des divisions en matière de politique étrangère montre les limites de l'influence des lobbies latinos, à l'exception notable du lobby cubain.

Les Latinos et la politique étrangère

La nomination de Tony Garza, le 20 novembre 2002, comme nouvel ambassadeur des Etats-Unis au Mexique, illustre les difficultés de positionnement des Latinos et de leurs groupes d'intérêt envers leurs pays d'origine. Les médias américains se sont empressés de souligner que les grands-parents de l'ambassadeur étaient mexicains, que ses parents avaient travaillé à Brownsville, ville frontalière texane, et que l'espagnol était sa seconde langue[40]. Les médias mexicains ont, quant à eux, souligné l'origine mexicaine de l'ambassadeur, mais surtout son affiliation au Parti républicain et sa position modérée sur plusieurs enjeux bilatéraux (amnistie, programme de travailleurs invités, etc.). La nomination de Tony Garza incarne le conflit potentiel entre défense des intérêts américains et promotion du pays d'origine. D'un côté, les défenseurs de la représentation

[37] D. Gutiérrez, *op. cit.*, p. 36.

[38] Sur les organisations régionales mexicaines, notamment les clubs et fédérations régionales, ainsi que sur les formes de mobilisations transfrontalières, voir B. Roberts, (et al.), « Transnational migrant communities and Mexican migration to the U.S. », dans *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 22, n° 12, mars 1999, pp. 238-266.

[39] « Latino organizations which are active in attempting to influence the policy process, e.g., LULAC, NALEO, NCLR, have either one or two person operations in Washington, or are able to allocate only portions of their resources to the time-consuming task of legislative and executive lobbying. In contrast, other ethnic organizations such as the Urban League, the NACP, (...) with their million dollar budget (...) indicate the relative disparity or organizational development and political influence of the Hispanic community vis à vis other ethnic groups », dans R. Hero, *op. cit.*, p. 73.

[40] J. Kammer, « New U.S. ambassador to Mexico put focus on immigration issues », *San Diego Union-Tribune*, 20 novembre 2002 et « Garza sworn in as Mexico ambassador », dans *Associated Press*, 21 novembre 2002.

communautaire ont salué l'arrivée d'un Latino à un poste diplomatique d'envergure. De l'autre, les opposants à une amnistie ou à une politique d'immigration plus souple envers le Mexique ont soulevé les dangers de nommer une personnalité d'origine mexicaine, qui défavoriserait les intérêts américains. Pourtant, ces débats sont largement fondés sur de fausses perceptions. Premièrement, les élites latinos qui participent à la configuration de la politique étrangère tout comme l'électorat latino en général ont une approche des enjeux extérieurs très similaire à celle de l'ensemble de la population américaine. Deuxièmement, les groupes d'intérêt latinos, à l'exception notable du lobby cubain, n'ont que peu de poids sur l'agenda extérieur américain.

• Les élites latinos : un alignement délicat

L'engagement systématique des groupes d'intérêt et des élus latinos en politique étrangère est relativement récent. Il remonte aux années quatre-vingt quand plusieurs enjeux, tels la négociation du NAFTA, *North American Free Trade Agreement*, l'immigration ou le contrôle des frontières, ont déclenché les débats entre groupes latinos. Toutefois, leur prise de parole dans ce domaine reste timide pour deux raisons.

Premièrement, l'opinion des élites en matière de politique étrangère s'aligne sur celle de l'ensemble des personnalités américaines travaillant dans ce secteur. Certes, les élus hispaniques ont récemment créé deux structures de pression : le *Hispanic Council on Foreign Affairs* et le *Hispanic Council on International Relations*[41]. Ce dernier, présidé par Frank Gómez, a pour ambition d'informer et de former des experts latinos dans le champ international, qu'ils soient universitaires, leaders du secteur privé ou personnalités du *Foreign Service Office*. La formation de ces institutions part du constat des pressions que subissent les diplomates latinos du fait de leurs avantages comparatifs à travailler dans les pays d'Amérique latine (langue, culture, connaissance des aires géographiques). Elles ont eu pour principal objet de diffuser l'image de leur loyauté aux intérêts nationaux américains. D'ailleurs, les résultats d'une enquête menée sur un échantillon de Latinos qui travaillent pour le *Foreign Service Office (FSE)*[42] montre que ces élites ne sont pas activement engagées dans la politique étrangère (numériquement parlant) et ne maintiennent pas de liens spécifiques de favoritisme vis-à-vis de leur pays d'origine. Les employés du FSE sont certes plus sensibles aux thèmes latino-américains, mais de la même manière qu'ils le sont aussi aux thèmes européens. Ils se prononcent plutôt en faveur d'actions multilatérales en cas de crise, mais partagent dans l'ensemble les mêmes priorités que l'ensemble des diplomates américains.

Deuxièmement, les groupes d'intérêt latinos ont un rôle très limité d'influence dans la politique étrangère, car c'est de manière non systématique et non univoque que certaines organisations latinas comme le *Congressional Hispanic Caucus*, MALDEF, NALEO ou NCLR se sont posées comme actrices de la politique étrangère américaine (pendant la négociation du NAFTA par exemple)[43]. Les divergences de positions

[41] **http://www.hcir.org**

[42] R. De La Garza et H. Pachon (ed.), *Latinos and U.S. Foreign Policy. Representing the « Homeland » ?* Boulder, Rowman & Littlefied Publishers, 2000.

[43] P. Hakim et C. Rosales : « The Latino foreign policy lobby », dans R. De La Garza et H. Pachon (ed.), *op. cit.*, p. 134.

expérimentées entre organisations se retrouvent aussi au niveau de l'électorat latino, sur le cas d'une éventuelle amnistie des illégaux ou de programmes de travailleurs invités. Dans un sondage effectué par Camarota en août 2001 sur un échantillon de 1 020 électeurs à travers les Etats-Unis, 55 % des Américains se sont prononcés contre une amnistie[44]. L'opposition la plus forte venait des conservateurs, des modérés, des syndicats de propriétaires et... des Hispaniques, dont près de 51 % pensaient que l'amnistie était une mauvaise idée (voir le tableau 2).

De manière globale, l'influence des élites et des groupes d'intérêt latinos sur la politique étrangère des Etats-Unis reste faible du fait de la diversité des opinions, de la dissémination des organisations et de leur alignement sur les valeurs américaines. La guerre en Irak a ravivé ces divisions entre d'une part les discours patriotiques de certaines organisations latinas qui ont rappelé que lors de la guerre du Vietnam, les Chicanos avaient payé un lourd tribut à la cause nationale ; et d'autre part les mobilisations et manifestations contre l'intervention armée dans plusieurs grandes villes américaines. Finalement, seule la politique à l'égard de Cuba forme un domaine où les groupes d'intérêt latinos, cubains en particulier, possèdent une voix majeure dans la prise de décision gouvernementale.

• Minorité cubaine et embargo : un succès inégalé

En 1999, l'affaire du petit Elián, unique rescapé du naufrage du canot grâce auquel sa mère pensait atteindre les côtes américaines, a montré le poids du lobby cubain dans le formation de la position anticastriste du gouvernement américain. Si finalement le garçon a été remis à son père à Cuba, les nombreuses semaines d'hésitation des dirigeants américains ont reflété la difficulté à se passer du vote cubain, fidèle au Parti républicain en Floride. La *Cuban-American National Foundation* (CANF) représente l'unique groupe d'intérêt latino ayant acquis une telle envergure dans la détermination de la politique étrangère américaine[45]. Fondée en 1980 et dirigée par Jorge Mas Santos, la *Cuban-American National Foundation* s'est instituée l'interlocuteur essentiel du gouvernement concernant l'embargo sur l'île. Basée à Miami, son objectif est de rassembler et diffuser des données concernant la situation sociale, économique et politique des Cubains, qu'ils se trouvent à Cuba ou en exil aux Etats-Unis. La promotion d'une « image réelle » de la situation politique dans l'île vise à soutenir des initiatives qui « rétablissent la liberté et la démocratie à Cuba »[46]. La nature de l'immigration cubaine aux Etats-Unis explique la spécificité de l'influence des organisations cubaines en matière de politique étrangère,

---

[44] Les chiffres sont diffusés par le *think tank* conservateur *Center for Immigration Studies*. Voir S. Camarota, *Attitudes Toward Amnesty. Zogby Poll Examines Support Among Different Constituencies*, Washington, Center for Immigration Studies, septembre 2001, **http://cis.org**

[45] *Cf* A. Colonomos, « La modernité d'un archaïsme : l'embargo cubain au défi des critiques adressées à la loi Helms-Burton », *Les Etudes du CERI*, n° 63, 2000.

[46] Voir **http://www.canf.org**. Plus modérée, le *Cuban National Council* vise un public plus large, Cubains et Latinos compris. Créée en 1972 et actuellement présidée par Juan Galán, cette organisation produit surtout des rapports de recherche sur les besoins des immigrés latinos. Organisation plus proche des associations de solidarité communautaire, elle finance des projets de logements, éducation, formation pour assurer le développement d'un leadership cubain et latino. **http://www.cnc.org**

mais les transformations récentes impliquent aussi un net recul du poids du lobby cubain sur les décisions gouvernementales.

C'est d'abord la nature de l'immigration cubaine qui explique l'influence acquise par la CANF. Les Cubains forment la troisième composante démographique des Latinos (3,5 %), et les singularités de l'immigration cubaine (raisons politiques et économiques), les caractéristiques sociodémographiques des migrants (niveau éducatif élevé) et les orientations politiques (identification au Parti républicain en majorité) restent des variables importantes, en dépit des mutations actuelles. Les premiers immigrés cubains sont en effet arrivés de 1959 à 1962. Ils représentaient en général la classe moyenne de commerçants et de personnes qualifiées admises comme réfugiés politiques hors des quotas d'immigration mis en place par les Etats-Unis. A ces 215 000 réfugiés se sont ajoutées environ 74 000 personnes, principalement entrées de façon clandestine notamment par Mexico entre 1962 et 1965, période pendant laquelle le gouvernement castriste avait interrompu toute émigration à destination des Etats-Unis. Une troisième vague de Cubains est arrivée de manière légale aux Etats-Unis suite à l'accord signé avec Cuba. Entre 1965 et 1973, environ 340 000 individus ont saisi l'opportunité des deux vols journaliers à destination des Etats-Unis. Ces réfugiés possédaient un niveau d'études et de qualification moins élevé que les précédents. De 1973 à septembre 1980, le gouvernement cubain a mis unilatéralement fin à l'accord. L'immigration a très rapidement décru et les clandestins tentent depuis de passer par mer (*balseros*) ou changent de destination (ils se dirigent vers l'Espagne notamment). C'est l'occupation de l'ambassade du Pérou à La Havane qui a provoqué l'affrètement du bateau Mariel et la dernière arrivée massive en 1980 (125 000 *marielitos*).

C'est ensuite la concentration géographique qui détermine le poids politique des Cubains aux Etats-Unis. Leur mode d'installation suivant les réseaux existant favorise Miami et New York, octroyant au vote cubain, en Floride en particulier, un rôle essentiel dans les victoires des candidats républicains.

Néanmoins, les vagues successives d'immigration en provenance de Cuba ont eu tendance à rapprocher cette population des autres composantes du groupe. A cette forme d'homogénéisation (niveau éducatif et socio-économique plus faibles), s'ajoutent deux facteurs qui ont affaibli le rôle des groupes d'intérêt cubains dans la politique étrangère américaine. D'abord, il faut noter un changement d'attitude des Etats-Unis vis-à-vis de cette immigration. En 1994, plus de 20 000 Cubains furent retenus sur la base de Guantánamo avant d'être acceptés sur le sol américain, sans obtenir le statut de réfugiés. Ensuite, l'affaire du petit Elián a provoqué de vifs débats entre organisations cubaines et groupes latinos. Alors que la *Cuban-American National Foundation* s'est battue pour faire d'Elián le symbole de la dictature cubaine, la communauté latina s'est montrée plutôt favorable à un retour de l'enfant chez son père. Dans tous les cas, la politique à l'égard de Cuba constitue l'unique domaine de politique étrangère dans lequel les groupes d'intérêt latinos (cubains) constituent un bloc qui participe à la configuration de la politique étrangère des Etats-Unis. En revanche, il semble qu'une nouvelle fenêtre d'opportunité s'ouvre pour accentuer l'influence des Latinos et de leurs groupes d'intérêt en politique. En effet, la mise en place de stratégies transnationales, alimentées par les Etats d'origine, pourrait bien être le futur de la prise de pouvoir politique des Latinos aux Etats-Unis, contournant les obstacles internes par des formes renouvelées de participation et d'influence politique.

Si l'entrée en politique des Latinos reste relative, de nouvelles opportunités d'accès s'ouvrent grâce aux relations que leurs différentes composantes nationales établissent avec les pays dont ils sont issus. Celles-ci conditionnent le degré d'influence des « diasporas » tant dans le pays d'accueil que dans le pays d'origine. Néanmoins, la perception de l'importance sociale, économique, politique et culturelle des immigrés et la qualité de l'attention qui leur est offerte par le pays d'origine dépendent d'une série de facteurs. Le degré et la nature des relations transnationales varient en fonction du pays et de sa diaspora. Ainsi, dans le cas de Porto Rico et du Salvador, les liens sont étroits et continus, alors qu'ils sont relativement lâches et non structurés dans le cas du Guatemala ou de la Colombie. Les exemples du Mexique et de la République dominicaine illustrent les nouvelles stratégies édifiées tant par les gouvernements qui tentent d'avancer leurs intérêts nationaux par le renforcement d'un lobby « national », que par les organisations communautaires qui cherchent à se positionner comme intermédiaires incontournables entre les gouvernements d'origine et d'accueil. L'établissement d'activités politiques et de réseaux transnationaux crée une nouvelle alternative d'entrée en politique pour les minorités aux Etats-Unis.

Les communautés de l'extérieur, nouveaux acteurs transnationaux

La constitution du groupe des Latinos en acteur transnational est soumise à l'existence de relations spécifiques établies avec les pays d'origine. La première condition de cette opportunité repose sur la formation d'un cadre favorable à l'établissement de liens étroits entre le pays d'origine et sa population qui réside à l'étranger. Ce contexte se construit selon le degré d'intérêt porté à la communauté à l'extérieur par un certain nombre d'acteurs spécifiques : les universités, les centres de recherche indépendants, les agences gouvernementales, les ONG, mais aussi les partis politiques qui diffusent informations et données sur les communautés immigrées. La visibilité et l'image des immigrés dans leur pays d'origine dépendent tant des raisons de leur départ (immigration politique ou économique), que de la position des Etats par rapport à ces flux, qu'ils soient tolérés, interdits ou promus. Ainsi, dans le cas cubain, les rapports sont ceux d'opposition, et l'immigration vers les Etats-Unis dévaluée, alors qu'au Salvador, la contribution des immigrés salvadoriens est largement valorisée.

Un deuxième élément d'importance est le rôle joué par les communautés immigrées dans l'économie des pays de départ. Le poids économique des diasporas justifie une attention accrue des gouvernements nationaux : en 2001 les Latinos ont envoyé plus de 23 milliards de dollars de remises en Amérique latine. De plus en plus de banques américaines et latino-américaines courtisent l'argent des Latinos, économies ou transferts internationaux. Le succès de la campagne d'immatriculation menée par les consulats mexicains qui vise à donner une carte consulaires aux citoyens mexicains, qu'ils soient immigrés légaux ou illégaux aux Etats-Unis, reflète l'enjeu financier que représente la communauté mexicaine pour les deux pays. Depuis le début de cette

campagne d'immatriculation, en 2001, environ un million de cartes ont été délivrées grâce à l'information diffusée notamment par les banques *Wells Fargo Bank* et *Bank of America*. Celles-ci ont décidé d'accepter la carte consulaire mexicaine (*matrícula consular*) comme pièce d'identité valide pour procéder à l'ouverture d'un compte, et estiment pouvoir ainsi capter de nouveaux clients. Depuis le début de l'opération, plus de 50 000 Mexicains, en majorité des sans-papiers, ont pu ainsi ouvrir un compte bancaire et effectuer leurs premiers transferts internationaux à moindre coût[47]. Le gouvernement mexicain, tout en s'assurant un nouvel apport économique, offre aux sans-papiers une visibilité dans la sphère publique américaine. En effet, sa campagne d'immatriculation a aussi eu pour objectif de faire reconnaître la validité de la *matricula* non seulement par plus de 800 départements de police dans treize Etats différents, mais aussi par les bibliothèques municipales, certaines agences gouvernementales et autres services publics, au même titre qu'un permis de conduire américain. Si les *matriculas* aident les sans-papiers à sortir de la clandestinité administrative et leur donnent un poids dans le débat public, c'est parce qu'ils constituent un marché aux Etats-Unis et un soutien crucial au développement économique du Mexique.

Le troisième critère d'une influence politique croissante des Latinos tient à la manière dont le pays de départ évalue le potentiel de pression qu'ils peuvent exercer sur le gouvernement américain. Quand ce potentiel est jugé minime, les pays d'origine ne favorisent pas la création de liens transnationaux avec leur population résidant à l'extérieur. Au contraire, lorsqu'il paraît conséquent, les gouvernements soutiennent implicitement ou explicitement les organisations d'immigrés ou de deuxième génération. Par exemple, le Salvador et le Mexique appuient les mouvements de sans-papiers qui réclament la possibilité d'obtenir un permis de conduire aux Etats-Unis, quel que soit leur statut légal. Les deux arguments principaux reposent sur la sécurité (habilité à conduire et à assurer le véhicule) et la contribution à l'économie du pays (paiement des taxes et impôts comme tout autre citoyen). Au Kentucky, une proposition de réforme a été présentée à l'assemblée en janvier 2003, à l'initiative du démocrate Jack Coleman[48]. Par conséquent, le changement d'attitude, de vision et d'action des pays de départ envers les populations immigrées aux Etats-Unis résultent d'une prise de conscience de la place économique et politique qu'elles occupent au plan binational. Les Latinos constituent des lobbies importants qui servent les intérêts nationaux des pays d'origine. A l'inverse, ces nouveaux liens transnationaux renforcent leur position clef dans la politique américaine.

---

[47] E. Porter, « Remittances sent to Mexico, elsewhere grow, could reach $25 Billion in 2010 », dans *The Wall Street Journal*, 22 novembre 2002 ; S. Gamboa, « Migrants sent home $23B », *The Associated Press,* 22 novembre 2002 et A. Svaki, « Banks open doors to migrants with consular card », *The Denver Post*, 17 novembre 2002.

[48] S. Tangonan, « Bill would let illegal immigrants get licenses », *The Courier-Journal*, 21 novembre 2002. Entretien avec José G., *Hispanos Unidos en los Estados Unidos*, manifestation pour l'octroi du permis de conduire aux sans-papiers, San Diego, 20 octobre 2002.

Les Mexicains : un électorat courtisé des deux côtés de la frontière

Au Mexique, le regard porté sur les immigrés mexicains a beaucoup évolué, même s'il reste complexe et contradictoire. Les sentiments d'admiration se mêlent à l'idée d'une trahison de la patrie d'origine. Le Programme pour les communautés de l'extérieur créé en 1988[49] a mis en lumière l'intérêt que prêtait le Parti de la révolution institutionnelle à la population mexicaine des Etats-Unis. La création de la Direction générale des communautés mexicaines de l'étranger a officialisé en 1990 cette orientation par une série de financements visant à séduire et protéger les immigrés et leur famille (lutte contre le sida, assistance juridique et administrative aux migrants, ou couverture sociale des familles des migrants restées au Mexique). Toutefois, la fondation de ces deux organismes a reflété non tant un changement de nature de la relation avec les Mexicains des Etats-Unis, qu'une recherche de légitimité politique à l'approche de la signature du traité de libre-échange (NAFTA).

En revanche, la rupture a été réelle avec l'arrivée de Ernesto Zedillo au pouvoir. Le Programme de développement national (1995–2000) proclamait en effet que : « la nation mexicaine s'étend au-delà du territoire délimité par ses frontières ». Cette nouvelle logique a débouché sur le vote de la « loi de double nationalité » de 1996, qui témoigne de l'intérêt croissant du gouvernement mexicain à construire des liens plus étroits avec sa communauté de l'étranger. Le changement législatif permet aux Mexicains naturalisés américains de récupérer la nationalité mexicaine et d'acquérir de nouveaux droits au Mexique (être propriétaires immobiliers, posséder un commerce, des terres, etc.). Par des moyens institutionnels et politiques, le gouvernement mexicain promeut la (ré)intégration d'une communauté considérée comme soupape de sécurité économique et sociopolitique et lobby potentiel des intérêts nationaux auprès du gouvernement américain, en particulier en termes de politiques migratoires ou de décisions d'investissement.

En contrepartie, la communauté mexicaine des Etats-Unis a acquis un statut inédit sur la scène politique binationale, électorat courtisé désormais des deux côtés de la frontière. Ainsi, alors que les partis politiques américains, le Parti républicain en particulier, ont cherché à obtenir le soutien de l'électorat mexicain lors des élections de novembre 2002, les partis politiques mexicains ont eux aussi commencé à faire campagne en territoire américain (lors des élections présidentielles de 2000, des Mexicains des Etats-Unis se sont déplacés pour voter dans des urnes placées à la frontière). Le gouvernement d'alternance dirigé par Vicente Fox a mis en place un Institut pour les Mexicains de l'extérieur (IME), organisme dépendant du ministère des Affaires étrangères, dans le but d'assurer la loyauté de cette population au pays d'origine. L'Institut pour les Mexicains de l'extérieur symbolise l'institutionnalisation d'un nouvel acteur politique transnational qui représente une force économique et politique non négligeable pour le Mexique : 9 millions d'électeurs potentiels et plus de 9 milliards de dollars de transferts internationaux en 2001. Candido Morales, son nouveau directeur nommé en octobre 2002, Mexicain résidant aux Etats-Unis, a procédé à la constitution d'un comité consultatif censé représenter l'ensemble de la communauté mexicaine des Etats-Unis. Ce comité a déjà reçu des invitations des partis politiques américains, qui le considèrent comme un acteur

[49] « *Impacto 2000 : Programa de atención a las comunidades mexicanas en el extranjero », cf* G. Mohar, « Relations with the Mexican diaspora », dans R. De La Garza, et H. Pachon (eds.), *op. cit.*, pp. 125-129.

fondamental pour atteindre l'électorat mexicain des Etats-Unis.

Les Dominicains : un rôle pivot à New York et Santo Domingo

C'est dans les années quatre-vingt-dix que l'appréhension du rôle de la communauté dominicaine dans les pays d'origine et d'accueil s'est transformée[50]. Les gouvernements successifs de la République dominicaine ont développé des théories et des pratiques qui définissent les immigrés comme partie prenante de l'Etat-Nation. Ils ont dû modifier leur politique étrangère et domestique en fonction de l'influence jouée par la communauté dominicaine établie en majorité à New York, destination privilégiée des flux migratoires en provenance de l'île du fait des réseaux préexistants. Le rôle économique et politique que les Dominicains y ont acquis a abouti à la création d'une communauté transnationale stratégique, les « Dominicayorks ».

L'immigration dominicaine aux Etats-Unis représente près de 550 000 personnes qui résident donc principalement à New York, où elles constituent le deuxième groupe latino, faisant concurrence aux Portoricains. L'arrivée des Dominicains aux Etats-Unis est relativement récente, puisque jusqu'au début des années soixante, le régime de Trujillo interdisait toute immigration. Après la chute du régime dictatorial, les flux d'immigration se sont amplifiés. Ils sont caractérisés par une forte proportion de femmes et par une grande diversité socioprofessionnelle, d'origine rurale et urbaine. C'est par le biais de la réunification familiale et du parrainage que les Dominicains entrent légalement aux Etats-Unis. Au faible niveau éducatif et de revenu qui les classe comme le groupe le plus pauvre parmi les Latinos, s'ajoute le vécu d'une discrimination raciale. Ils sont appréhendés comme Noirs américains et, à ce titre, illustrent l'extrême diversité des Latinos aux Etats-Unis. Néanmoins, la capacité à se mouvoir entre plusieurs réseaux – familiaux, communautaires et extracommunautaires – a contribué à la multiplication des organisations dominicaines à New York et des activités menées au plan local comme transnational. Cette prise de parole dans la sphère électorale américaine s'est renforcée au fur et à mesure du développement d'organisations transnationales venues jouer un rôle dans la politique dominicaine et, par effet boomerang, acquérant plus de poids dans les décisions new yorkaises.

Les activités politiques de la diaspora sont ainsi devenues fondamentales dans la vie des partis politiques dominicains. Désormais, leurs représentants viennent régulièrement faire campagne à New York. En 1996, lors de la campagne qui a précédé les élections présidentielles en République dominicaine, les candidats Lionel Fernández Reyna, vainqueur du scrutin, Peña Gómez son concurrent direct, et l'ancien président Balaguer se sont prononcés en faveur du droit de vote aux élections nationales des Dominicains établis à l'étranger. Le nombre des immigrés dominicains qui vivent à New York fait de cette ville la deuxième ville dominicaine après la capitale du pays, Santo Domingo. Ce nouvel électorat est stratégique tant pour les résultats des scrutins que pour sa participation au financement des partis. Ainsi le Partido Revolucionario Dominicano serait financé à 75 % par les contributions des immigrés. Son président actuel, qui a grandi à

[50] Voir L. Guarnizo, « Los Dominicanyorks : The making of a binational society », dans *Annals - AAPSS*, Vol. 533, mai 1994, pp. 70-86.

New York, ne manque pas de se servir de son capital de sympathie pour séduire la communauté dominicaine établie aux Etats-Unis. Le gouvernement dominicain alimente la création d'une société civile transnationale qui crée un nouvel espace politique de l'entre-deux pour les immigrés qui vivent et travaillent aux Etats-Unis[51]. L'intérêt des institutions dominicaines pour les Dominicayorks reflète aussi la naissance de nouvelles opportunités pour la communauté dominicaine qui peut servir d'intermédiaire entre les deux gouvernements et exercer son poids politique de manière décuplée dans des aires électorales distinctes.

CONCLUSION

La visibilité croissante des Latinos dans la société américaine et des élus et groupes d'intérêt latinos dans la sphère publique témoignent de la prise de parole politique de la majorité des minorités aux Etats-Unis. Les obstacles tout comme les nouvelles voies d'accès au politique des Latinos permettent de noter une mutation qualitative de la représentation des minorités dans le système politique américain. Radicalement différente de la participation politique des années soixante et soixante-dix fondée sur la revendication de la différence et sur les mobilisations d'organisations communautaires militantes, la participation des Latinos au jeu politique s'est définie ces dernières années sous une nouvelle forme. Les mouvements sociaux ont laissé place à la constitution de groupes d'intérêt et de lobbies d'experts. Le nombre d'élus latinos a considérablement augmenté car ils ont su jouer des instruments légaux au service des minorités. A la politique protestataire s'est substituée la politique électorale, à la politique des Chicanos et des Latinos initiée en réaction à la marginalisation, s'est substituée celle des Hispaniques fondée sur la revendication de l'intégration. Pourtant, le rôle politique des Latinos reste encore marginal car la continuité de l'immigration en provenance d'Amérique latine, à l'opposé de celle des autres groupes qui composent la nation américaine, vient brouiller les cartes de l'intégration. Elle renouvelle vague après vague les dilemmes de l'exclusion et de l'assimilation, de l'intégration et de la communautarisation. Le futur des Latinos en politique pourrait plutôt reposer sur la création de coalitions avec d'autres minorités, asiatique ou noire américaine, afin de constituer des blocs électoraux plus conséquents.

[51] « The sending states are insuring their survival by contributing to the constitution of new befocal subjects with dual citizenships and multiple political identities. Inadvertently, the process opens up interstitial social spaces which create new possibilities for newer forms of human agency. These spaces provide possibilities for resistance as well as accomodation to power "from above". (...) They may be doubly empowered or doubly subordinated, depending on history and specific local circumstances », dans M. P. Smith, L. E. Guarnizo (eds.), *Transnationalism from below*, Comparative Urban and Community Research, Vol. 6, Transaction Publishers, New Brunswick, 1998, p. 9.

Références

Acuna R., *Anything But Mexican. Chicanos in Contemporary Los Angeles*, New York, Verso, 2000.

Affigne T. (coord.), « Latino politics in the United States », dans *PS : Political Science and Politics*, Vol. 23, n° 3, septembre 2000, pp. 523-607.

Cain B., Butler D., « Redrawing district lines », dans *The American Enterprise*, juillet-août 1991, pp. 29-39.

Daniel D., « Actions et réactions des Mexicains Américains aux récentes réformes sur l'immi-gration », dans *Latinos et Yankees : interactions dans l'espace anglo-hispanique des Amériques*, actes du colloque du Carnal, Marseille, Publications de l'Université de Provence, 1999, pp. 114-132.

De La Garza R., Desipio L. (et al.) : *Latino voices. Mexican, Puerto Rican and Cuban Perspectives on American Politics*, Boulder, Westview Press, 1992.

De La Garza R., Pachon H. (ed.) : *Latinos and U.S. Foreign Policy. Representing the « Homeland » ?* Boulder, Rowman & Littlefied Publishers, 2000.

Desipio L., *Counting on the Latino Vote. Latinos as a New Electorate*, Charlottesville, University of Virginia Press, 1996.

Garcia C. (ed), *Latinos and the Political System*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1988.

Guarnizo L., « Los Dominicanyorks : The making of a binational society », dans *Annals - AAPSS*, Vol. 533, mai 1994, pp. 70-86.

Gutiérrez D., *Walls and Mirrors. Mexican American, Mexican Immigrants, and the Politics of Ethnicity*, University of California Press, 1995.

Hero R., *Latinos and the U.S. Political System. Two-Tiered Pluralism*, Philadelphie, Temple University Press, 1992.

Hirschman C. (et alii), *The Handbook of International Migration*, New York, Russell Sage Foundation, 1999.

Jones-Correa M., *Governing American Cities*, New York, Russel Sage Foundation, 2001.

Lacorne D., *La Crise de l'identité américaine. Du melting-pot au multiculturalisme*, Paris, Fayard, 1997.

Nevins J., *Operation Gatekeeper. The Rise of the « Illegal Alien » and the Making of the U.S.-Mexico Boundary*, New York, Routledge, 2002.

Nie N., Verba S., *Participation in America : Political Democracy and Social Equality*, New York, Harper and Row, 1972.

Oboler S., *Ethnic labels, Latino Lives. Identity and the Politics of Re(Presentation) in the United States*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995.

Padilla F., « On the nature of Latino ethnicity », dans R. De La Garza et F. Bean, (et alii) : *The Mexican American Experience : An Interdisciplinary Anthology*, Austin, University of Texas Press, 1985, pp. 332-345.

Plaza Cerezo S., « El poder del voto hispano : emerge una nueva minoría política », dans *Política exterior*, juillet-août 2000, Vol.14, n° 76, pp. 21-29.

Portes A., Rumbaut R., *Immigrant America : a Portrait*, Berkeley, University of California Press, 1996.

Portes A., Rumbaut R., *Ethnicities. Children of Immigrants in America*, Los Angeles, University of California Press, 2001.

Portes A., Rumbaut R., *Legacies. The Story of the Immigrant Second Generation*, Berkeley, University of California Press, 2001.

Preston M. (et *alii*), *Racial and Ethnic Politics in California*, Berkeley, UC Berkeley Press, 1998.

Sabbagh D., « L'*Affirmative action* et les aléas de la catégorisation raciale aux Etats-Unis », dans *Raisons Politiques*, n° 2, 1999, pp. 7-26.

Skerry P., *Mexican American. The Ambivalent Minority*, New York, The Free Press McMillan, 1993.

U.S. Census Bureau, *Overview of Race and Hispanic Origin*, U.S Departement of Commerce, **http://www.census.gov**, mars 2001.

Vagnoux I., *Les Hispaniques aux Etats-Unis*, Paris, Presses universitaires de France, « Que sais-je ? » n° 3564, 2000.

A n n e x e s

Tableau 1

Individus de plus de cinq ans parlant une autre langue que l'anglais à domicile en 1990

	Total	Nés aux USA	Arrivés avant 1980	Arrivés entre 1980-1990
Ensemble	14 %	8 %	72 %	88 %
Asie et îles Pacifique	73 %	35 %	87 %	95 %
Hispaniques	78 %	66 %	95 %	96 %
Autres	6 %	4 %	50 %	64 %

Sources : David LOPEZ, « Bilinguisme et changement ethnique en Californie », dans *La Politique de Babel*, Paris, Karthala, 2002

Tableau 2

Le Président et le Congrès réfléchissent à une amnistie pour une partie ou l'ensemble des 3 à 4 millions d'immigrants illégaux originaires du Mexique. Pensez-vous que cette idée est … ?

	Bonne ou très bonne idée	Mauvaise ou très mauvaise idée	Ne sait pas
Ensemble	34 %	55 %	11 %
Immigrés	49 %	47 %	4 %
Race			
Blancs	31 %	56 %	13 %
Noirs	43 %	49 %	8 %
Hispaniques	49 %	51 %	--
Régions			
Nord-est	42 %	50 %	8 %
Midwest	26 %	60 %	14 %
Sud	31 %	56 %	13 %
Ouest	40 %	51 %	9 %

Source : Adapté de Stephen Camarota, *Attitudes Toward Amnesty. Zogby Poll Examines Support Among Different Constituencies*, Washington, Center for Immigration Studies, septembre 2001

Table 1. **Population by Race and Hispanic or Latino Origin, for the United States, Regions, Divisons, and States, and for Puerto Rico: 2000**

Source: U.S. Census Bureau Internet Release date: April 2, 2001
NOTE: Data not adjusted based on the Accuracy and Coverage Evaluation. For information on confidentiality protection, sampling error, nonsampling error, and definitions, see http://factfinder.census.gov/home/en/datanotes/expplu.html.

United States Region Division State Puerto Rico	Total population	Race							Hispanic or Latino (of any race)	White alone, not Hispanic or Latino
		One race						Two or more races		
		White	Black or African American	American Indian and Alaska Native	Asian	Native Hawaiian and Other Pacific Islander	Some other race			
United States	**281 421 906**	**211 460 626**	**34 658 190**	**2 475 956**	**10 242 998**	**398 835**	**15 359 073**	**6 826 228**	**35 305 818**	**194 552 774**
NORTHEAST	**53 594 378**	**41 533 502**	**6 099 881**	**162 558**	**2 119 426**	**20 880**	**2 429 670**	**1 228 461**	**5 254 087**	**39 327 262**
New England	**13 922 517**	**12 050 905**	**719 063**	**42 257**	**374 361**	**5 316**	**448 315**	**282 300**	**875 225**	**11 686 617**
Maine	1 274 923	1 236 014	6 760	7 098	9 111	382	2 911	12 647	9 360	1 230 297
New Hampshire	1 235 786	1 186 851	9 035	2 964	15 931	371	7 420	13 214	20 489	1 175 252
Vermont	608 827	589 208	3 063	2 420	5 217	141	1 443	7 335	5 504	585 431
Massachusetts	6 349 097	5 367 286	343 454	15 015	238 124	2 489	236 724	146 005	428 729	5 198 359
Rhode Island	1 048 319	891 191	46 908	5 121	23 665	567	52 616	28 251	90 820	858 433
Connecticut	3 405 565	2 780 355	309 843	9 639	82 313	1 366	147 201	74 848	320 323	2 638 845
Middle Atlantic	**39 671 861**	**29 482 597**	**5 380 818**	**120 301**	**1 745 065**	**15 564**	**1 981 355**	**946 161**	**4 378 862**	**27 640 645**
New York	18 976 457	12 893 689	3 014 385	82 461	1 044 976	8 818	1 341 946	590 182	2 867 583	11 760 981
New Jersey	8 414 350	6 104 705	1 141 821	19 492	480 276	3 329	450 972	213 755	1 117 191	5 557 209
Pennsylvania	12 281 054	10 484 203	1 224 612	18 348	219 813	3 417	188 437	142 224	394 088	10 322 455
MIDWEST	**64 392 776**	**53 833 651**	**6 499 733**	**399 490**	**1 197 554**	**22 492**	**1 417 388**	**1 022 468**	**3 124 532**	**52 386 131**
East North Central	**45 155 037**	**36 826 856**	**5 405 418**	**177 014**	**880 635**	**13 686**	**1 123 544**	**727 884**	**2 478 719**	**35 669 945**
Ohio	11 353 140	9 645 453	1 301 307	24 486	132 633	2 749	88 627	157 885	217 123	9 538 111
Indiana	6 080 485	5 320 022	510 034	15 815	59 126	2 005	97 811	75 672	214 536	5 219 373
Illinois	12 419 293	9 125 471	1 876 875	31 006	423 603	4 610	722 712	235 016	1 530 262	8 424 140
Michigan	9 938 444	7 966 053	1 412 742	58 479	176 510	2 692	129 552	192 416	323 877	7 806 691
Wisconsin	5 363 675	4 769 857	304 460	47 228	88 763	1 630	84 842	66 895	192 921	4 681 630
West North Central	**19 237 739**	**17 006 795**	**1 094 315**	**222 476**	**316 919**	**8 806**	**293 844**	**294 584**	**645 813**	**16 716 186**
Minnesota	4 919 479	4 400 282	171 731	54 967	141 968	1 979	65 810	82 742	143 382	4 337 143
Iowa	2 926 324	2 748 640	61 853	8 989	36 635	1 009	37 420	31 778	82 473	2 710 344
Missouri	5 595 211	4 748 083	629 391	25 076	61 595	3 178	45 827	82 061	118 592	4 686 474
North Dakota	642 200	593 181	3 916	31 329	3 606	230	2 540	7 398	7 786	589 149
South Dakota	754 844	669 404	4 685	62 283	4 378	261	3 677	10 156	10 903	664 585
Nebraska	1 711 263	1 533 261	68 541	14 896	21 931	836	47 845	23 953	94 425	1 494 494
Kansas	2 688 418	2 313 944	154 198	24 936	46 806	1 313	90 725	56 496	188 252	2 233 997
SOUTH	**100 236 820**	**72 819 399**	**18 981 692**	**725 919**	**1 922 407**	**51 217**	**3 889 171**	**1 847 015**	**11 586 696**	**65 927 794**
South Atlantic	**51 769 160**	**37 283 595**	**11 026 722**	**233 192**	**1 101 965**	**25 762**	**1 175 288**	**922 636**	**4 243 946**	**34 575 917**
Delaware	783 600	584 773	150 666	2 731	16 259	283	15 855	13 033	37 277	567 973
Maryland	5 296 486	3 391 308	1 477 411	15 423	210 929	2 303	95 525	103 587	227 916	3 286 547
District of Columbia	572 059	176 101	343 312	1 713	15 189	348	21 950	13 446	44 953	159 178
Virginia	7 078 515	5 120 110	1 390 293	21 172	261 025	3 946	138 900	143 069	329 540	4 965 637
West Virginia	1 808 344	1 718 777	57 232	3 606	9 434	400	3 107	15 788	12 279	1 709 966
North Carolina	8 049 313	5 804 656	1 737 545	99 551	113 689	3 983	186 629	103 260	378 963	5 647 155
South Carolina	4 012 012	2 695 560	1 185 216	13 718	36 014	1 628	39 926	39 950	95 076	2 652 291
Georgia	8 186 453	5 327 281	2 349 542	21 737	173 170	4 246	196 289	114 188	435 227	5 128 661
Florida	15 982 378	12 465 029	2 335 505	53 541	266 256	8 625	477 107	376 315	2 682 715	10 458 509
East South Central	**17 022 810**	**13 113 106**	**3 418 542**	**57 850**	**136 378**	**5 741**	**121 441**	**169 752**	**299 176**	**12 967 670**
Kentucky	4 041 769	3 640 889	295 994	8 616	29 744	1 460	22 623	42 443	59 939	3 608 013
Tennessee	5 689 283	4 563 310	932 809	15 152	56 662	2 205	56 036	63 109	123 838	4 505 930
Alabama	4 447 100	3 162 808	1 155 930	22 430	31 346	1 409	28 998	44 179	75 830	3 125 819
Mississippi	2 844 658	1 746 099	1 033 809	11 652	18 626	667	13 784	20 021	39 569	1 727 908
West South Central	**31 444 850**	**22 422 698**	**4 536 428**	**434 877**	**684 064**	**19 714**	**2 592 442**	**754 627**	**7 043 574**	**18 384 207**
Arkansas	2 673 400	2 138 598	418 950	17 808	20 220	1 668	40 412	35 744	86 866	2 100 135
Louisiana	4 468 976	2 856 161	1 451 944	25 477	54 758	1 240	31 131	48 265	107 738	2 794 391
Oklahoma	3 450 654	2 628 434	260 968	273 230	46 767	2 372	82 898	155 985	179 304	2 556 368
Texas	20 851 820	14 799 505	2 404 566	118 362	562 319	14 434	2 438 001	514 633	6 669 666	10 933 313
WEST	**63 197 932**	**43 274 074**	**3 076 884**	**1 187 989**	**5 003 611**	**304 246**	**7 622 844**	**2 728 284**	**15 340 503**	**36 911 587**
Mountain	**18 172 295**	**14 591 933**	**523 283**	**614 553**	**353 429**	**38 508**	**1 541 704**	**508 885**	**3 543 573**	**12 883 812**
Montana	902 195	817 229	2 692	56 068	4 691	470	5 315	15 730	18 081	807 823
Idaho	1 293 953	1 177 304	5 456	17 645	11 889	1 308	54 742	25 609	101 690	1 139 291
Wyoming	493 782	454 670	3 722	11 133	2 771	302	12 301	8 883	31 669	438 799
Colorado	4 301 261	3 560 005	165 063	44 241	95 213	4 621	309 931	122 187	735 601	3 202 880
New Mexico	1 819 046	1 214 253	34 343	173 483	19 255	1 503	309 882	66 327	765 386	813 495
Arizona	5 130 632	3 873 611	158 873	255 879	92 236	6 733	596 774	146 526	1 295 617	3 274 258
Utah	2 233 169	1 992 975	17 657	29 684	37 108	15 145	93 405	47 195	201 559	1 904 265
Nevada	1 998 257	1 501 886	135 477	26 420	90 266	8 426	159 354	76 428	393 970	1 303 001
Pacific	**45 025 637**	**28 682 141**	**2 553 601**	**573 436**	**4 650 182**	**265 738**	**6 081 140**	**2 219 399**	**11 796 930**	**24 027 775**
Washington	5 894 121	4 821 823	190 267	93 301	322 335	23 953	228 923	213 519	441 509	4 652 490
Oregon	3 421 399	2 961 623	55 662	45 211	101 350	7 976	144 832	104 745	275 314	2 857 616
California	33 871 648	20 170 059	2 263 882	333 346	3 697 513	116 961	5 662 241	1 607 646	10 966 556	15 816 790
Alaska	626 932	434 534	21 787	98 043	25 116	3 309	9 997	34 146	25 852	423 788
Hawaii	1 211 537	294 102	22 003	3 535	503 868	113 539	15 147	259 343	87 699	277 091
Puerto Rico	**3 808 610**	**3 064 862**	**302 933**	**13 336**	**7 960**	**1 093**	**260 011**	**158 415**	**3 762 746**	**33 966**

Source: U.S. Census Bureau, Census 2000 Redistricting Data (P.L. 94-171) Summary File for states and Census 2000 Redistricting Summary File for Puerto Rico, Tables PL1 and PL2.

◄« Danger, Chicana éduquée » : jeune militante Chicana

Logo du Frente Indigena Oaxaqueño Binacional, organisation binationale mexico-americaine▼

◄ **Manifestation contre la guerre en Irak, 15 février 2003**

Manifestation pour le vote de la Proposition AB60 en Californie qui permettrait aux sans-papiers de passer le permis de conduire ▼